

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

6 février

1988

No 6

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
6 février 1988
No 6

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection
des renseignements personnels, Loi sur l'
Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Assurance-récolte, Loi sur l'
Caisses d'épargne et de crédit, Loi sur les
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Curatelle publique, Loi sur la
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Liquidation des compagnies, Loi sur la
Loi électorale
Ministères, Avis concernant les
Proclamation(s)
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Services de santé et les services sociaux, Loi sur les
Sociétés de prêts et de placements, Loi sur les
Syndicats professionnels, Loi sur les
Vente(s) par licitation
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la Gazette officielle
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

CONSEIL DU TRÉSOR (<i>Délégation</i>)	367
CONSEIL DU TRÉSOR (<i>Délégation</i>)	367

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE L'ISLET (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	367
M.R.C. DE MEMPHRÉMAGOG (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	367
M.R.C. DE SHERBROOKE (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	367
M.R.C. DE VAUDREUIL-SOULANGES (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	367

ASSURANCE-RÉCOLTE — LOI SUR L'

PROGRAMME D'ASSURANCE DES POMMES DE TERRE (<i>Prix unitaires, taux de cotisation et d'escompte</i>)	368
---	-----

AVIS DIVERS

ÉGLISE CATHOLIQUE APOSTOLIQUE ET GALLICANE DES AMÉRIQUES (<i>L.P.</i>)	369
ÉGLISE DU CHRIST RESSUSCITÉ (<i>L.P.</i>)	369
LA MISSION DE L'ESPRIT-SAINT D'EUGÈNE RICHER DIT LAFLÈCHE (<i>L.P.</i>)	369
MUNICIPALITÉ DE SAINT-DOMINIQUE (<i>Mutations immobilières, L.R.Q., c. M-39</i>)	369
SUCCESSION CARMEN PAQUETTE NÉE LAROCHE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	370
SUCCESSION CLAUDE LATENDRESSE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	370
SUCCESSION CLAUDETTE LAFRAMBOISE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	370
SUCCESSION GEORGE SARIDAKIS (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	370
SUCCESSION PIERRETTE GENDRON (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	371
SUCCESSION RACHID BEND JABAL (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	371
SUCCESSION RENÉ FORTIN (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	371
UNION INDEMNITY INSURANCE COMPANY OF NEW YORK (<i>Liquidation</i>)	371
VILLE DE CHATEAUGUAY (<i>Rues et ruelles</i>)	372
VILLE DE MONTRÉAL (<i>Rachat d'obligations</i>)	373

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-JOLIETTE (<i>Erratum</i>)	465
--	-----

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Élyse Lechasseur	374
Joseph André Gaston Benoit Filion	374

Joseph Daniel Gilchrist	374
Joseph Étienne Noël Michel Barney	375
Joseph Évariste Maurice Lapiere	375
Joseph Gérald Gaétan Lapointe	375
Joseph Léonide Jean Claude Lacasse	375
Joseph Louis Martin Turgeon	375
Linda Cheryl Szabo	375
Marcel Etienne	375
Marie Lucienne Luce Lapointe	375
Marie Rita Bernadette Farrelly	375
Marie Rolande Sylvie Suzie Hote	376
Nathalie Rivest-Robert	376
Rafael Edmundo Gay-de-Montella	376
Yahiskel Tricot	376

DEMANDES

Benoit Piché et François Piché	376
Catherine Horn	376
Chavah-Tichyet (Thia) Rosenblatt	376
Diane Dussault	377
Edgar Labrecque	377
Edmond Tiberiu Mirescu	377
Élaine Gosselin	377
Éric Lachapelle	377
Ghislaine Dumouchel	377
Gilberte Matte	377
Gillian Horn	377
Ildège Bernard	378
Jean Edmond Gobeil	378
Jeannine Forget Daoust	378
Joseph Emmanuel	378
Joseph Gerald	378
Joseph Léopold Carol Mercier	378
Joseph Pierre Gérard Morin	378
Linda Vera Sainte-Marie	378
Marie Clarisse Armande Talon	379
Marie Dany Diane Provencher	379
Marie Lucille Françoise Simard	379
Marie Philomène Georgianna Cloutier connue sous le nom de Régina Cloutier	379
Maurice Rock	379
Murielle Poirier	379
Nathalie Ménard	379
Nikitas Demetrios Bardis	379
Patrick Guay	380
Zlatica Jez	380

COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	380
----------------------------------	-----

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	380
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	402
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	406
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	412
CITERNES EXPERTS INC. (<i>Erratum</i>)	465
TANK EXPERTS INC. (<i>Erratum</i>)	465

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	426
LES PETITS VIOLONS INC. (<i>L.P.</i>)	428

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	429	LES TAPIS ANGI INC.	438
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES		LIQUIDATION CUMMINGS ET LEBLANC INC.	438
CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE (Article 21)	430	MACHINES DISTRIBUTRICES LANGLOIS INC.	438
DISSOLUTION — DEMANDES DE		MAISON PREVERT LIMITÉE	439
1840-4541 QUÉBEC INC.	431	MARCHÉ D. GUÉNETTE INC.	439
2166-9080 QUÉBEC INC.	431	MARIE-CLAN INC.	439
2333-6050 QUÉBEC INC.	431	MENUISERIE NEPVEU INC.	439
2541-6462 QUÉBEC INC.	431	MODULE INVESTMENTS INC.	439
A. E. I. C. S. F. ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN INFORMATIQUE DU CEGEP DE STE-FOY	431	MONTREAL TERRA COTTA INC.	439
ALLAIRE & TREMBLAY INC.	431	MOUNT-ROYAL MEDICAL LABORATORY AND SERVICES INC.	436
A. MAZIADÉ & FILS LTÉE	431	PARE CHOC & GRILLE MONTRÉAL (1975) INC.	439
AMEUBLEMENT CHAMBLY LTÉE	432	QUEBEC SMELTERS LTD.	435
ASSOCIATION CULTURELLE DE VACHON	432	QUINCAILLERIE X GAGNON & FILS LTÉE	439
A TIRE D'ELLES	432	R. & M. METAL PRODUCTS LTD.	438
BIJOUTERIE GILLES INC.	432	REVUE DE PRESSE DÉRY INC.	439
CAFÉ PAQUETTE INC.	432	R. T. REPRODUCTIONS INC.	440
CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES SAINT LUC INC.	432	RYANVILLE REALTY LTD.	440
CLUB DE MOTONEIGE LA PÊCHE	432	SISAL & RESSORTS EMPIRE INC.	434
CLUB GIBOYEUX	432	SOCIÉTÉ DE GESTION DESGAGNÉS (1981) INC.	440
COMITÉ D'AIDE AUX TRAVAILLEURS DE L'EST, SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	433	SOCIÉTÉ POUR LA CONSERVATION DE L'ÉNERGIE ASBESTOS INC.	440
COMITÉ DES CITOYENS DE SCOTSTOWN INC.	433	SOCIÉTÉ SYLVICOLE DE LA HAUTE MATAWINIE INC.	440
COMITÉ DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES LOURDES DE L'EST, SANTÉ-SÉCURITÉ AU TRAVAIL	433	THE BAKE SHOPPE INC.	440
CONFECTIONS POUR HOMMES JEAN TALON LTÉE	433	VINTECH ÉQUIPEMENTS INC.	440
COUVERTURES FALARDEAU INC.	433	WILSON, STEWART, FORTIER, RENNIE LTÉE	441
CRÉATIONS MODE 419 INC.	433	COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES	
DÉPANNEUR DELAUNAY INC.	433	CHANGEMENTS	441
ÉCOLE DE TENNIS DE CHÂTEAUGUAY INC.	434	PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	441
ÉDOUARD GAUCHER INC.	434	CURATELLE PUBLIQUE — LOI SUR LA	
EMPIRE SISAL & SPRING INC.	434	AVIS DE QUALITÉ	
ENTREPRISES JACQUES ANDRÉ	434	Brenda Rickert	442
ÉPICERIE DÉPANNEUR CALENCHE INC.	434	Charles Gentil	443
EUGÈNE FALARDEAU LIMITÉE	434	Charles-Emmet Martin	443
EXPOSITION INDUSTRIELLE & COMMERCIALE (RIVIÈRE-DU-LOUP) INC.	434	Ilna Goldstein	443
FONDERIES DU QUÉBEC LTÉE	435	Lyne Tessier	443
FONDS DU PATRIMOINE VERCHÈRES INC.	435	Michel Ruest	443
FORESCO INC.	435	DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES	
GARAGE G.M.R. INC.	435	CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (Article 1879 du Code civil)	
GESTION COUTURE & PAQUET INC.	435	1987 CS PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	444
GESTION FISSAN INC.	435	PASSBURG 1988 PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	444
GESTION PIERRE TRUDEL INC.	435	SIMCOM 87, LIMITED PARTNERSHIP	444
GESTION RENÉ TRUDEL INC.	436	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE CHAMBORD JEANNE-MANCE	444
GESTION ROGER GRENIER INC.	436	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PÉTROLIÈRE CS 1987	444
GROUPE ORDINAIRE INC.	436	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PÉTROLIÈRE PASSBURG 1988	444
HAROLD & MAUDE INC.	436	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMCOM 87	444
IMMEUBLES BRASSERIE LE TRAPPEUR INC.	436	CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS AFFAIRES	
INVESTIBOURG INC.	436	AEROLIFT RESEARCH 1987 AND COMPANY LIMITED	445
KWIK-WAY MOTOR REBUILDERS INC.	436	FONDS DE RECHERCHE AEROLIFT 1987, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	445
LABORATOIRE & SERVICES MÉDICAUX MONT-ROYAL INC.	436		
LA CORPORATION DU CENTENAIRE HOCQUART	437		
LE COMITÉ DE CITOYENS ESPACES VERTS LASALLE INC.	437		
LE LOISIR DE MONT SINAI	437		
LES CONSULTANTS C.I.B.E.Q. INC.	437		
LES CRÉATIONS LIETTE LAUZON INC.	437		
LES DÉVELOPPEMENTS JU-DAN INC.	437		
LES ENTREPRISES CLÉMENT BUREAU INC.	437		
LES PLACEMENTS DE NOGENT INC.	438		
LES PLACEMENTS GABYVON INC.	438		
LES PRODUITS DE MÉTAL R. & M. LTÉE	438		

PASSBURG 1988 PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	444	ROBERT-BALDWIN: Suzanne Scherer	449
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PETROLIÈRE PASSBURG 1988	444	ROUSSEAU: Yvon Tessier	450
		SAGUENAY: Jacqueline Asselin	450
		SAINTE-ANNE: Pierre Guérin	450
		SAUVÉ: Richard Roussin	450
CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL		FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES	
SIMCOM 87 LIMITED PARTNERSHIP	445	ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES (<i>Articles 358 à 364 de la loi</i>)	450
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FOTOPUS	445	REMPLACEMENT DE REPRÉSENTANTS OFFICIELS (<i>Article 324 de la loi</i>)	450
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PREMIÈRE	445		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAINT-LAMBERT	445		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMCOM 87	445		
FORMATION		MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES	
4200 ST-LAURENT ASSOCIATES AND COMPANY, LIMITED	446	INDUSTRIE ET DU COMMERCE	
ALBIG, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	446	HEURES D'AFFAIRES	
BERCOR, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	446	EPHRY'S IMP. (<i>Autorisation</i>)	451
HABITATIONS TRACY 4000, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	447	PROCLAMATIONS	
INDUSTRIAL HORIZON PARTNERSHIP 1988	446	Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Buckingham sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus	451
LES INVESTISSEMENTS AIGRETTE INC.	446		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTEL CARREFOUR JEANNOIS	446	RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INDUSTRIEL HORIZON 1988	446	PROFESSIONNELS DÉSENGAGÉS ET NON PARTICIPANTS	452
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE CHAMBORD ENR.	446		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ASSOCIÉS DU 4200 ST-LAURENT	446	SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX — LOI SUR LES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LYON LAKE 1988	447	CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE L'AQUILON (<i>L.P.S.</i>)	453
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE DUCHARME	447	CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES LAC ST-LOUIS (<i>Erratum</i>)	466
		SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS — LOI SUR LES	
REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ		TIFCO (CANADA) INC. (<i>Permis</i>)	453
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAINT-LAMBERT	448	SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES	
COMMANDITAIRES		ASSOCIATION DES EMPLOYÉS D'ALEX COULOMBE LTÉE (<i>Formation</i>)	453
SIMCOM 87 LIMITED PARTNERSHIP	448	VENTES PAR LICITATION	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BINO FABULE	448	PONCELLI c. APPONI	454
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JYNA	448	VENTES PAR SHÉRIF	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES SOLEILS	448	BEAUHARNOIS	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PREMIÈRE	448	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE c. OUELLETTE	454
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAINT-LAMBERT	449	FRONTENAC	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMCOM 87	448	OFFICE DES PRODUCTEURS DE BOIS DE LA RÉGION DE QUÉBEC c. LES PRODUITS B.E.M. INC.	455
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SUMMUM	448	GASPÉ	
INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL c. LES PRODUITS FORESTIERS CAP AU RENARD INC.	456
ASSURANCES — LOI SUR LES		BANQUE DE MONTRÉAL c. LES PRODUITS FORESTIERS CAP AU RENARD INC. ET AL.	457
CANASSURANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE INC. (<i>Erratum</i>)	465		
CANASSURANCE LIFE INSURANCE COMPANY INC. (<i>Erratum</i>)	465		
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA			
CLUB DE GOLF DE L'AUBERGE DE SUTTON INC. (<i>Dissolution</i>)	449		
DÉSENCRAGE CASCADES INC. (<i>Dissolution</i>)	449		
LOI ÉLECTORALE			
DIRECTEURS DU SCRUTIN SUPPLÉANTS			
CHAMPLAIN: Jacques Madore	449		
CHARLESBOURG: Gaston Verreault	449		
JEANNE-MANCE: Anita Cantin-Roy	449		

IBERVILLE

LA CAISSE POPULAIRE LAJEUNESSE c. ÉCOLE DE CONDUITE MOTO MONTRÉAL INC. <i>ET AL.</i>	457
REVENU CANADA. IMPÔT c. BRULOTTE	458

JOLIETTE

LA CAISSE POPULAIRE DE ST-ALPHONSE-DE-RODRIGUEZ c. RIEL	458
L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. ENTREPRISES HORTICOLES PEREL INC.	459

MINGAN

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC c. CAMPING GALLIX INC.	459
---	-----

MONTMAGNY

HATTOTE c. CHOUINARD	460
----------------------	-----

MONTRÉAL

COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST c. 143977 CANADA INC. <i>ET AL.</i>	460
FIRST CITY TRUST COMPANY c. LES DÉVELOPPEMENTS PIN BLANC LTÉE <i>ET AL.</i>	461

QUÉBEC

LA CAISSE POPULAIRE DE ST-FRANÇOIS D'ASSISE DE QUÉBEC c. LE CLUB SOCIAL DES MOOSE DE QUÉBEC INC. <i>ET AL.</i>	461
LES PLACEMENTS D. BRUNEAU LTÉE c. THORNE ERNST ET WHINNEY INC. <i>ET AL.</i> et GRENIER	462
SAUVAGEAU c. MATHIEU	462

LONGUEUIL

VERVILLE c. BRISSON	464
---------------------	-----

**VENTES POUR TAXES, AVIS DE
PUBLICATION**

M.R.C. DE DESJARDINS	464
M.R.C. DE L'ISLET	464
M.R.C. DE ROBERT-CLICHE	465
M.R.C. DE TÉMISCAMINGUE	465
M.R.C. DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	465

AVIS JURIDIQUES

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'**Conseil du trésor**

Je, Paul Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, étant la plus haute autorité au sein de Conseil du trésor dont l'adresse est 1050, rue Saint-Augustin, Québec, G1R 5A4, désigne, par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Louise Roy, greffier adjoint, 1050, rue Saint-Augustin, 5^e étage Québec, G1R 5A4, tél.: (418) 643-1970, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.

Québec, le 21 janvier 1988

348

le ministre,
PAUL GOBEIL

Conseil du trésor

Je, Paul Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, étant la plus haute autorité au sein du Conseil du trésor, dont l'adresse est 1050, rue Saint-Augustin, Québec, G1R 5A4, désigne par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Louise Roy, greffier adjoint, 1050, rue Saint-Augustin, 5^e étage, Québec, G1R 5A4, tél.: (418) 643-1970, responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels:

Québec, le 21 janvier 1988

*Le ministre délégué à l'Administration
et président du Conseil du trésor,*

349

PAUL GOBEIL

**Aménagement et l'urbanisme —
Loi sur l'****Municipalité régionale de comté de L'Islet**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 3 mai 1988, à la municipalité régionale de comté de L'Islet afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 27 janvier 1988

347

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

Municipalité régionale de comté de Memphrémagog

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 5 mai 1988, à la municipalité régionale de comté de Memphrémagog afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 27 janvier 1988

347

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

Municipalité régionale de comté de Sherbrooke

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 3 mai 1988, à la municipalité régionale de comté de Sherbrooke afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 27 janvier 1988

347

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

**Municipalité régionale de comté de
Vaudreuil-Soulanges**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 26 avril 1988, à la municipalité

régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 25 janvier 1988

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

347

Assurance-récolte — Loi sur l'

Programme d'assurance des pommes de terre

Conformément à l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., c. A-30), avis est donné que la Régie

des assurances agricoles du Québec a établi, pour l'année d'assurance 1988, les prix unitaires, les taux de cotisation et d'escompte suivants:

1. Prix unitaires

Option 1: 135 \$ les 1000 kilogrammes

Option 2: 110 \$ les 1000 kilogrammes

Option 3: 80 \$ les 1000 kilogrammes

2. Taux de cotisation applicables à la valeur assurée

— pour les nouveaux assurés: 5,50 %

— pour les anciens assurés: le taux de cotisation est établi en fonction de l'indice de perte et des années d'expérience de l'assuré selon la grille suivante:

Indice de perte	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans
0,00-0,10	4,25	3,70	3,50	3,30	3,10	2,90	2,70	2,50	2,38	2,25	2,13	2,00	1,88	1,76	1,64
0,11-0,50	4,70	4,26	4,00	3,85	3,70	3,55	3,40	3,25	3,10	3,00	2,90	2,80	2,70	2,60	2,50
0,51-0,75	5,10	4,71	4,27	4,11	3,97	3,83	3,68	3,54	3,40	3,32	3,24	3,16	3,08	3,00	2,92
0,76-1,00	5,40	5,35	5,30	5,25	5,20	5,15	5,10	5,05	5,00	4,95	4,90	4,85	4,80	4,75	4,70
1,01-1,50	5,90	5,94	5,98	6,02	6,06	6,10	6,14	6,25	6,31	6,37	6,43	6,49	6,56	6,61	6,67
1,51-2,00	6,15	6,25	6,50	6,75	6,95	7,15	7,35	7,55	7,75	7,97	8,19	8,41	8,63	8,85	9,07
2,01-3,00	6,28	6,55	6,80	7,20	7,50	7,80	8,10	8,40	8,70	9,10	9,50	9,90	10,30	10,70	11,00
3,01-4,00	6,58	6,85	7,30	7,92	8,65	9,15	9,65	10,15	10,65	11,15	11,65	12,15	12,65	13,15	13,65
4,01-5,00	6,95	7,40	7,98	8,80	9,20	9,80	10,30	10,80	11,30	11,85	12,40	12,95	13,00	14,05	14,60
5,01-6,00	7,45	7,99	8,88	9,40	10,05	10,60	11,15	11,70	12,25	12,95	13,65	14,35	15,05	15,75	16,45
6,01-7,00	8,00	8,90	9,50	10,10	10,65	11,20	11,75	12,30	13,95	13,70	14,45	15,10	15,85	16,55	17,10
7,01 & +	8,95	9,70	10,55	11,25	11,95	12,65	13,35	14,05	14,75	15,45	16,15	16,85	17,55	18,25	18,85

Note: Lorsque l'assuré a souscrit antérieurement à ce programme d'assurance on multipliera le montant de cotisation payable par celui-ci, par l'un ou l'autre des facteurs suivants:

- 1° Lorsque l'assuré a souscrit à ce programme d'assurance pour les années 1985, 1986 et 1987: 0,84;
- 2° Lorsque l'assuré a souscrit à ce programme d'assurance pour les années 1986 et 1987: 0,88;
- 3° Lorsque l'assuré a souscrit à ce programme d'assurance pour les années 1985 et 1987: 0,88;
- 4° Lorsque l'assuré a souscrit à ce programme d'assurance pour les années 1985 et 1986: 0,92;
- 5° Lorsque l'assuré a souscrit à ce programme d'assurance pour les années 1987: 0,92;
- 6° Lorsque l'assuré a souscrit à ce programme d'assurance pour les années 1985 ou 1986: 0,96.

3. Taux d'escompte

Un escompte est applicable sur la cotisation exigible lorsque l'assuré signe sa demande d'assurance avant le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur. Le taux d'escompte est fonction de la date à laquelle est encaissable le chèque couvrant le montant de cotisation exigible:

- pour un chèque reçu et encaissable le ou avant le 31 janvier 1988: 8 %;
- pour un chèque reçu et encaissable le ou avant le 29 février 1988: 6 %;
- pour un chèque reçu et encaissable le ou avant le 31 mars 1988: 4 %.

N.B. Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50 % de la prime totale.

Avis divers

Église catholique apostolique et gallicane des Amériques

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 9 décembre 1987, constituant en corporation les requérants suivants: MM. Pierre Masue, chorévêque, 9273, rue Berri, Montréal; Jean Cornudet, prêtre, 2303, rue Fletcher, Montréal; Claude Gagnon, clerc, 3246, rue Lacordaire, Montréal, sous la dénomination sociale « Église catholique apostolique et gallicane des Amériques ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 9273, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2541-6678

343

Église du Christ Ressuscité

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 11 janvier 1988, (des lettres patentes) constituant en corporation les requérants suivants: M. Jocelyn Sévère, pasteur, 1756, Delorme, Vimont, Laval; Mme Marie Yola Sévère, 1756, Delorme, Vimont, Laval; Mme Binita Vaval, préposée aux bénéficiaires, 3330, Bedford, appartement 25, Montréal; M. Jean Claude Scutt, mécanicien industriel, 1260, Lafontaine, appartement 2, Montréal, sous la dénomination sociale « Église du Christ Ressuscité ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 1756, Delorme, Laval, district judiciaire de Laval.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2540-5762

343

La Mission de l'Esprit-Saint d'Eugène Richer dit Lafèche

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 6 janvier 1988, constituant en corporation les requérants suivants: MM. Jean Richer Breault, opérateur, 480, Notre-Dame, Lavaltrie; Charles Eugène Breault électricien maître, 221, Rivière Saint-Jean N.O., Lavaltrie; Jean Déziel, contremaitre rentier, 26, chemin Richer, Lavaltrie; Magloire Gosselin, bricoleur maître, 250, rang Saint-Jean N.O., Lavaltrie; Eugène Gosselin, rentier, 1864, rue Gosselin, Mascouche; Roméo Haché, rentier, 580, route 239 B.G. 19, Saint-Germain-de-Grantham; Eugène Richer Haché, technicien, 380, Chantale, Lavaltrie; Eugène Breault, maître-électricien, 8435, boulevard Château-neuf, Anjou; Ruben James McLaren, comptable, 8990, Lajeunesse, Montréal; Eugène Dubois, analyste, 858, Saint-Charles, Laval, sous la dénomination sociale « La Mission de l'Esprit-Saint d'Eugène Richer dit Lafèche ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 10 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 6346, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2540-8014

343

Municipalité de Saint-Dominique Mutations immobilières

Avis public est par les présentes donné par Agnes Archambault, secrétaire-trésorière, que le conseil de cette municipalité, à une session tenue le 5 janvier 1988, a adopté le règlement no 88-01 concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières, lequel entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication de son adoption à la *Gazette officielle du Québec* (L.R.Q., c. M-39, a. 2).

Toute personne intéressée peut prendre connaissance dudit règlement au bureau municipal, 467, rue Deslandes, Saint-Dominique.

Saint-Dominique, le 19 janvier 1988.

La secrétaire-trésorière,
AGNES ARCHAMBAULT

54617

Succession Carmen Paquette née Laroche

Prenez avis que, suite au décès de Carmen Paquette née Laroche, en son vivant, rentière, domiciliée au 4478, boulevard Université, Rock Forest, QC, J1N 1A4, survenu le vingt octobre mil neuf cent quatre-vingt-sept (20 octobre 1987), monsieur Pierre Blais, domicilié au 3681, rue Labbé, Rock Forest, QC, J1N 1A4, ici agissant en qualité de tuteur des enfants mineurs, Maryse Blais et Francis Blais, a accepté ladite succession, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte reçu devant Michel Beaulieu, notaire, 204, rue Wellington Nord, Sherbrooke, QC, le treize janvier mil neuf cent quatre-vingt-huit (13 janvier 1988), sous le numéro 5390 de ses minutes et enregistré à Sherbrooke sous le numéro 355990.

Un inventaire des biens de la défunte a été fait devant le notaire précité le treize janvier mil neuf cent quatre-vingt-huit (13 janvier 1988) sous le numéro 5389 des minutes dudit notaire et peut être consulté à l'adresse ci-dessus.

Après soixante jours du présent avis, le tuteur paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Sherbrooke, le 15 janvier 1988

Le procureur,
MICHEL BEAULIEU

54578

Succession Claude Latendresse

Avis est, par les présentes, donné que dame Suzanne Perron, journalière, épouse de feu Claude Latendresse, domiciliée sur la route rurale no 2, La Patrie, cohéritière avec son fils Carl Latendresse dudit Claude Latendresse, en son vivant travailleur forestier, domicilié sur la route rurale no 2, La Patrie, lequel est décédé à Colebrook, New Hampshire, le 15 septembre 1987, sans laisser de testament, a accepter la succession dudit Claude Latendresse, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Sonia Beaupré, notaire, 80, Principale Est, Cookshire, daté le 14 décembre 1987, et enregistré à Cookshire, le 23 décembre 1987, sous le numéro 117724.

Ladite Suzanne Perron étant autorisée à agir ainsi aux termes d'un jugement rendu par la Cour supérieure, district de Saint-François, en date du 10 décembre 1987, sous le numéro de dossier 450-14-000440-873.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Sonia Beaupré, et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après 2 mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'il se présenteront, selon la loi.

Cookshire, le 5 janvier 1988

54576

Le procureur,
RICHARD GRONDIN, notaire

Succession Claudette Laframboise

Avis est, par les présentes, donné que Robert Pelland, ès qualités de tuteur à Julie et Jean-François Bastien, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, pour et au nom desdits enfants mineurs la succession de leur mère, Claudette Laframboise, et que Martine Bastien a également accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de sa mère, en son vivant domiciliée au 31 Sherbrooke Est, appartement 105, Montréal, où après avoir fait un testament reçu devant le notaire soussigné, elle est décédée le 11 juin 1987, aux termes d'un acte d'acceptation reçu devant Anne Hamelin, notaire, au 276, Saint-Jacques, bureau 905, Montréal, le 13 janvier 1987, et enregistré à Montréal le 14 janvier 1988 sous le numéro 3975101.

Un inventaire des biens de la défunte a été fait devant le notaire soussigné et peut être consulté à ses bureaux.

Montréal, le 22 janvier 1988.

54664

Le procureur,
ANNE HAMELIN, notaire

Succession George Saridakis

Avis est donné par les présentes que Helen Vavassis, veuve non remariée de George Saridakis, résidant et domiciliée au 2165, Bedford, appartement 1, Montréal, H3S 1E8, a accepté, au nom de sa fille mineure, Marie Anne Saridakis, la succession de son époux, George Saridakis (décédé intestat le 12 janvier 1987), aux termes d'un acte passé devant Tery Nikidis, notaire, le 10 décembre 1987, et enregistré à Montréal le 15 décembre 1987, sous le numéro 3965654.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Tery Nikidis, notaire, le 10 décembre 1987 (sa minute numéro 542) et peut être consulté à son bureau situé au 9520, boulevard de L'Acadie, bureau 300, Montréal, H4N 1L8.

Montréal, le 10 décembre 1987.

54618

Le procureur,
TERY NIKIDIS, notaire

Succession Pierrette Gendron

Avis est, par les présentes, donné que dame Lise Gendron, agissant aux présentes en sa qualité de tutrice aux biens de Patrick Fortier, conformément à l'autorisation à elle donnée sur avis du conseil de famille tenu le 16 octobre 1987 et homologué par la Cour supérieure, district de Saint-François, le 7 novembre 1987, dossier numéro 450-14-000419-877, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte reçu devant Carmin Pomerleau, notaire, le 12 janvier 1988, enregistré à Stanstead, le 15 janvier 1988, sous le numéro 150024 la succession de sa mère, décédée le 7 septembre 1987, en son vivant, infirmière, domiciliée au 26, rue Saint-Pierre, Magog, QC.

Un inventaire des biens de la défunte a été fait devant le notaire Jocelyne Pellerin et peut être consulté à ses bureaux sis au 324, rue Principale Ouest, Magog, J1X 2A9.

Après deux mois du présent avis, le tuteur paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Magog, le 20 janvier 1988

Le procureur,

54675

CARMIN POMERLEAU, notaire

Succession Rachid Bend Jabal

Avis est par les présentes donné qu'Astrid Lancelle, ès qualités de tutrice à ses enfants mineurs, Eric Jabal et Christine Jabal, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, pour et au nom desdits enfants mineurs la succession de leur père, Rachid Bend Jabal, aux termes d'un acte reçu devant Anne Hamelin, notaire, au 276, Saint-Jacques, bureau 905, Montréal, le 14 janvier 1988, et enregistré à Chambly le 18 janvier 1988, sous le numéro 769565.

Ledit Rachid Bend Jabal, en son vivant domicilié au 135 Béarn, Saint-Lambert, est décédé à Riyadh, en Arabie Saoudite, le 13 janvier 1987, laissant la majorité de ses biens à son épouse et ses enfants.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Anne Hamelin, notaire et peut être consulté à ses bureaux.

Montréal, le 25 janvier 1988.

Le procureur,

54665

ANNE HAMELIN, notaire

Succession René Fortin

Avis est, par les présentes, donné par Thérèse Brouillette, demeurant au 994, avenue Stephens, Verdun, QC, Lise Fortin, demeurant au 308, Pinemount Road N.E., Calgary, Alberta, et Pierre Fortin, demeurant au 19, Erin Park Close S.E., Calgary, Alberta, respectivement veuve et enfants au premier degré de feu René Fortin en son vivant demeurant au 4800, rue Ontario Est, Montréal, QC, seules personnes habiles à recueillir l'universalité de la succession de ce dernier; que ledit René Fortin est décédé à Montréal, le 22 juin 1987, et qu'ils ont accepté sa succession, sous bénéfice d'inventaire, ainsi qu'il appert d'un acte reçu au rang des minutes d'Alain Castonguay, notaire, exerçant sa profession au 630, boulevard Dorchester Ouest, bureau 2300, Montréal, QC, H3B 4T8, le 2 janvier 1988, dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal, le 5 janvier 1988, sous le numéro 3972294.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Alain Castonguay, notaire, le 2 janvier 1988, sous le numéro 1968 de ses minutes, et peut être consulté à son bureau à l'adresse ci-dessus mentionnée.

Montréal, le 13 janvier 1988.

Le procureur,

54645

ALAIN CASTONGUAY, notaire

Union Indemnity Insurance Company of New York

Aux débiteurs, créanciers, détenteurs de polices, actionnaires, personnes ayant des réclamations contre les détenteurs de polices, et toutes autres personnes intéressées dans les affaires de la Union Indemnity Insurance Company of New York.

Avis est donné par les présentes:

I. James P. Corcoran, surintendant des assurances de l'État de New York, a reçu ordre de la Cour suprême de l'État de New York, le 16 juillet 1985, de prendre possession des biens de la Union Indemnity Insurance Company of New York et d'en liquider les affaires en vertu de l'article 74 de la loi sur l'assurance (Insurance Law) de l'État de New York. Le soussigné a, en vertu dudit article, désigné Joseph A. La Monte, surintendant adjoint spécial des assurances, comme son agent pour liquider les affaires de ladite société, au bureau dudit surintendant adjoint, 116, John Street, New York, N.Y., 10038.

II. En vertu de l'ordre susmentionné, les droits et obligations de ladite société et de toutes les personnes ayant des obligations d'assurances envers ladite société

cesseront et seront fixés à partir du 17 août 1985, minuit et une minute, heure avancée de l'est. Afin de ne pas interrompre leur protection, toutes les personnes dont les polices sont présentement en vigueur doivent remplacer ces polices auprès d'une autre Société avant le 17 août 1985.

III. L'ordre de liquidation stipule de plus que tous les autres contrats subsistants et autres obligations de la Société prennent fin et que toutes autres responsabilités qui en découlent cessent et sont fixées à partir du 16 juillet 1985.

IV. Toutes les personnes ayant des dettes envers ladite société ou ayant en leur possession des biens appartenant à celle-ci, sont requises par les présentes de rendre compte sur-le-champ desdites dettes et d'en acquitter le montant, et de restituer lesdits biens au bureau du liquidateur à l'adresse susmentionnée.

V. Tous les créanciers de la Union Indemnity Insurance Company of New York et toutes les personnes ayant des réclamations ou des revendications non réglées contre celle-ci ou ses détenteurs de polices sont requis par les présentes de les faire connaître par écrit, dans un document dûment signé et vérifié par Joseph A. La Monte, au bureau de ce dernier à l'adresse susmentionnée le ou avant le 17 juillet 1986, qui constitue le dernier jour fixé par l'ordre de la Cour pour l'enregistrement des plaintes dans la procédure de liquidation.

VI. Tous les détenteurs de polices sont requis de déposer une plainte pour leur protection d'assurance, qu'une plainte ait été déposée ou non contre le détenteur de police, selon la procédure établie au paragraphe V du présent avis.

VII. Toutes les personnes et les détenteurs de polices contre qui des actions sont en instance et qui ne sont pas régis par les dispositions de l'article 76 de la loi sur l'assurance (Insurance Law) de l'État de New York, au sujet desquelles la Union Indemnity Insurance Company of New York pourrait être responsable par ses polices ou contrats, et qui ont été défendus jusqu'à la date de l'ordre de liquidation par un avocat engagé ou retenu par ladite société, sont avisés que l'engagement dudit avocat prend fin avec l'entrée en vigueur de l'ordre de liquidation. Toute personne visée est par conséquent avisée de communiquer avec le bureau d'assurance le fonds de garantie ou l'association de son État. Retenez les services dudit avocat afin qu'il continue à vous représenter dans l'action, ou remplacez-le par un avocat de votre choix, à vos propres frais. Les dépenses raisonnables et nécessaires en rapport avec cette affaire peuvent être incluses dans l'objet du litige de votre plainte et en faire partie, dans la procédure de liquidation, si elles ne sont pas assumées par le fonds de garantie d'un État ou par une association.

VIII. Les obligations seront déterminées selon toutes les plaintes dûment présentées et tous les actifs seront répartis conformément à la Loi sur l'assurance (Insurance Law) de l'État de New York, sans autre avis aux personnes négligeant de présenter leurs plaintes suivant les délais prescrits.

IX. Toutes les communications et transactions en rapport avec la Société et la liquidation de celle-ci doivent être adressées au bureau dudit Joseph A. La Monte, à l'adresse susmentionnée.

New York le 16 juillet 1985

*Le surintendant des assurances
de l'État de New York, liquidateur,*
JAMES P. CORCORAN

*Le surintendant adjoint des assurances,
agent du surintendant, liquidateur,*
54473-5-2 JOSEPH A. LA MONTE

Ville de Châteauguay

Avis public est donné, par le soussigné, que la ville de Châteauguay entend se prévaloir de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) pour les parties de lots suivantes:

Lot 17-156 (rue): propriété de la succession Mary Craik Wright.

De figure carrée, borné vers le sud-ouest par le lot 17-157 (rue), vers le nord-ouest par le lot 17-118A (rue), vers le nord-est par le lot 17-155 (rue), vers le sud-est par le lot 17-204 (rue).

Commençant au point A, le point A étant situé à l'intersection des limites communes des lots 17-98A, 17-118A, 17-156 et 17-157, le point A étant le point de départ.

De là, mesurant une distance de 66,0 pieds suivant une direction nord-est jusqu'au point B; de là, mesurant une distance de 66,0 pieds suivant une direction sud-est jusqu'au point C; de là, mesurant une distance de 66,0 pieds suivant une direction sud-ouest jusqu'au point D; de là, mesurant une distance de 66,0 pieds suivant une direction nord-ouest jusqu'au point A; point de départ.

Contenant en superficie 4 356,0 pieds carrés.

Lot 17-71A (rue); propriété de la succession Mary Craik Wright.

De figure trapézoïdale, borné vers le sud-ouest par le lot 20-216 (rue), vers le nord-ouest par les lots 17-62A à 17-70A, vers le nord par le lot 17-45A (rue), vers le sud-est par les lots 17-72A à 17-75A, 17-115A, 17-116A, 17-117A, 17-118A (rue Wright) et 17-119A.

Commençant au point A, le point A étant situé sur la ligne de division des lots originaires 17 et 20 à l'intersection des limites communes des lots 17-70A, 17-71A, 20-215 et 20-216 avec ladite ligne de division, le point A étant le point de départ.

De là, mesurant une distance de 241,7 pieds suivant une direction nord-est jusqu'au point B; de là, mesurant une distance de 74,15 pieds suivant une direction est jusqu'au point C; de là, mesurant une distance de 275,5 pieds suivant une direction sud-ouest jusqu'au point D; de là, mesurant une distance de 66,0 pieds suivant une direction nord-ouest jusqu'au point A; point de départ.

Contenant en superficie 17 067,0 pieds carrés.

Articles 422, Loi sur les cités et villes:

Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le Conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication à la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard des rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes.

Déclaration

Le Conseil municipal a, lors de sa séance ordinaire du 18 janvier 1988, adopté la résolution numéro 88-77 approuvant les descriptions techniques mentionnées ci-avant et a accompli toutes les formalités prévues par les paragraphes 1 et 2 de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes.

Le plan et les descriptions techniques de ces rues ont été déposés à mon bureau ainsi qu'au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Sainte-Martine.

Châteauguay, le 22 janvier 1988

54644

Le greffier,
SERGE ALLEN, *avocat*

Ville de Montréal

Rachat d'obligations

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 8,85 % Sinking Fund Debentures due March 15, 1999 » (ci-après appelées « obligations ») de la ville de Montréal, province de Québec, Canada.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera pour fins d'amortissement, le 15 mars 1988, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant les préfixe RE, rachetables le 15 mars 1988 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis les numéros suivants:

1	191 000 \$,	61	9 000 \$,
2	156 000 \$,	84	17 000 \$,
4	278 000 \$,	87	18 000 \$,
6	174 000 \$,	121	17 000 \$,
11	173 000 \$,	122	52 000 \$,
13	104 000 \$,	125	34 000 \$,
15	52 000 \$,	145	138 000 \$,
21	104 000 \$,	146	9 000 \$,
23	70 000 \$,	148	278 000 \$,
24	70 000 \$,	150	52 000 \$,
31	69 000 \$,	152	11 000 \$,
34	52 000 \$,	153	70 000 \$,
40	34 000 \$,	154	8 000 \$,
43	34 000 \$,	155	34 000 \$,
44	26 000 \$,	156	104 000 \$,
45	17 000 \$,	157	17 000 \$,
46	17 000 \$,	158	34 000 \$,
52	17 000 \$,	159	34 000 \$,
53	17 000 \$,	160	243 000 \$,
55	16 000 \$,	161	52 000 \$,
60	8 000 \$,		

Les obligations (ou partie de ces obligations) ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payable et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montréal Trust Company, Borough of Manhattan, ville et État de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus.

Les obligations entièrement immatriculées doivent être accompagnées de procurations pour leur transfert dûment signées en blanc. Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement, seront émises sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises, sauf avis contraire.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations ou

partie de ces obligations) présentement appelées pour paiement, cessera de s'accroître à partir du 15 mars 1988.

Montréal, le 13 janvier 1988

Ville de Montréal
Le directeur des finances,
ROGER GALIPEAU, C.A.

54577

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Élyse Lechasseur

Par le certificat numéro 87-637 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénom de Édouard Lechasseur, né le 8 juin 1955, en celui de Élyse Lechasseur.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph André Gaston Benoit Filion

Par le certificat numéro 87-635 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph André Gaston Filion, né le 13 septembre 1927, en celui de Joseph André Gaston Benoit Filion.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph Daniel Gilchrist

Par le certificat numéro 87-642 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Daniel Gilchrist dit Lépine, né le 17 avril 1961, en celui de Joseph Daniel Gilchrist.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph Étienne Noël Michel Barney

Par le certificat numéro 87-631 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Étienne Noël Michel Ravary Côté, né le 26 décembre 1962, en celui de Joseph Étienne Noël Michel Barney.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph Évariste Maurice Lapierre

Par le certificat numéro 87-634 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Évariste Lapierre, né le 19 avril 1931, en celui de Joseph Évariste Maurice Lapierre.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph Gérald Gaétan Lapointe

Par le certificat numéro 87-638 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Gérald Gaétan Dufour, né le 4 juillet 1966, en celui de Joseph Gérald Gaétan Lapointe.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph Léonide Jean Claude Lacasse

Par le certificat numéro 87-633 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Léonide Jean Claude Goupil, né le 29 mai 1957, en celui de Joseph Léonide Jean Claude Lacasse.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Joseph Louis Martin Turgeon

Par le certificat numéro 87-632 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Louis Martin Hamel, né le 3 juillet 1969, en celui de Joseph Louis Martin Turgeon.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Linda Cheryl Szabo

Par le certificat numéro 87-641 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Linda Sheryl Burt, née le 22 février 1949, en celui de Linda Cheryl Szabo.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Marcel Etienne

Par le certificat numéro 87-639 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marcel Etienne Fils, né le 19 décembre 1947, en celui de Marcel Etienne.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Marie Lucienne Luce Lapointe

Par le certificat numéro 87-640 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Louise Lucienne Lapointe, née le 2 août 1943, en celui de Marie Lucienne Luce Lapointe.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

344

Marie Rita Bernadette Farrelly

Par le certificat numéro 87-636 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de

nom de Marie Rita Bernadette Rathé, née le 15 janvier 1962, en celui de Marie Rita Bernadette Farrelly.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

344 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Rolande Sylvie Suzie Hotte

Par le certificat numéro 87-645 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Rolande Sylvie Hotte, née le 17 octobre 1964, en celui de Marie Rolande Sylvie Suzie Hotte.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

344 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Nathalie Rivest-Robert

Par le certificat numéro 87-643 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Nathalie Robert, née le 16 mai 1969, en celui de Nathalie Rivest-Robert.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

344 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Rafael Edmundo Gay-de-Montella

Par le certificat numéro 87-644 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Rafael Edmundo Gay, né le 12 mars 1942, en celui de Rafael Edmundo Gay-de-Montella.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

344 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Yahiskel Tricot

Par le certificat numéro 87-630 du 17 décembre 1987, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Yahiskel Suliman, né le 21 août 1936, en celui de Yahiskel Tricot.

Sainte-Foy, le 18 janvier 1988

344 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Demandes

Benoit Piché et François Piché

Prenez avis que Benoit Piché et François Piché, domiciliés au 293, place Orléans, Beauport, s'adresseront au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat leur permettant de changer leurs noms en ceux de Benoit Garneau et François Garneau.

Beauport, le 19 janvier 1988

54523-5-2 *Les requérants,*
BENOIT PICHÉ ET FRANÇOIS PICHÉ

Catherine Horn

Prenez avis que Catherine Horn, domiciliée au 9, Plaza, Sutton, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Catherine Sarah Morrison Horn.

Cowansville, le 22 décembre 1987

54465-5-2 *Les procureurs de la requérante,*
TURNER, BISSONNETTE, SEAMAN & MONK

Chavah-Tichyet (Thia) Rosenblatt

Prenez avis que Chavah-Tichyet (Thia) Rosenblatt, domiciliée au 3495, Vendôme, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Terry Rosenblatt.

Montréal, le 25 novembre 1987

54466-5-2 *Le procureur de la requérante,*
JACOB H. WOLOSHEW

Diane Dussault

Prenez avis que Diane Dussault, domiciliée au 3788, rue Wellington, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Diane Beaulieu.

Verdun, le 5 janvier 1988

54505-5-2 *Les procureurs de la requérante,*
LAROUCHE, BIBEAU & FAUTEUX

Edgar Labrecque

Prenez avis que Edgar Labrecque, domicilié au 2220, Chapdelaine, appartement 808, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Eddy Labrecque.

Québec, le 22 janvier 1988

54660-6-2 *Le requérant,*
EDGAR LABRECQUE

Edmond Tiberiu Mirescu

Prenez avis que Edmond Tiberiu Mirescu, domicilié au 481, Dufferin, Hampstead, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Edmond Tiberiu Mirescu.

Montréal, le 18 janvier 1988

54571-6-2 *Le procureur de la requérante,*
ME LYNE LAVERGNE

Élaine Gosselin

Prenez avis que Élaine Gosselin, domiciliée au 5418, Saint-Dominique, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Kim Élaine Gosselin.

Montréal, le 13 janvier 1988

54506-5-2 *La requérante,*
ÉLAINE GOSSELIN

Éric Lachapelle

Prenez avis que Éric Lachapelle, domicilié 11881, rue Lamoureux, Montréal-Nord, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Éric Gauthier.

Montréal, le 13 janvier 1988

54572-6-2 *Le procureur de la requérant,*
RENÉ PAQUETTE, avocat

Ghislaine Dumouchel

Prenez avis que Ghislaine Dumouchel, domiciliée à route rurale numéro 1, Mansonville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ghislaine Du Mouchel.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Granby, le 15 décembre 1987

54507-5-2 *Le procureur de la requérante,*
PIERRE MORISSETTE, notaire

Gilberte Matte

Prenez avis que Gilberte Matte, domiciliée au 2815, rue du Merle, Sainte-Rose, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anne-Marie Matte.

Laval, le 25 janvier 1988

54661-6-2 *La requérante,*
GILBERTE MATTE

Gillian Horn

Prenez avis que Gillian Horn, domiciliée au 9, Plaza, Sutton, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gillian Samantha Elizabeth Horn.

Cowansville, le 22 décembre 1987

54467-5-2 *Les procureurs de la requérante,*
TURNER, BISSONNETTE, SEAMAN & MONK

Ildège Bernard

Prenez avis que Ildège Bernard, domicilié au 400, rue Fordyce, Cowansville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Steve Bernard.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Waterloo, le 15 décembre 1987

54468-5-2 *Le procureur du requérant,*
GERSON FOISY, *avocat*

Jean Edmond Gobeil

Prenez avis que Jean Edmond Gobeil, domicilié au 562, rang 1, Val-Alain, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Raymond Gobeil.

Manseau, le 14 janvier 1988

54508-5-2 *Le procureur du requérant,*
NICOLE PROVENCHER, *notaire*

Jeannine Forget Daoust

Prenez avis que Jeannine Forget Daoust, domiciliée au 472, 18^e Avenue, Lachine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Janyne Forget Daoust.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Lachine, le 13 janvier 1988

54469-5-2 *La requérante,*
JEANNINE FORGET DAOUST

Joseph Emmanuel

Prenez avis que Joseph Emmanuel, domicilié au 4438, rue Rivard, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Emmanuel Vallée.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 15 décembre 1987

54470-5-2 *Le procureur du requérant,*
CLAUDE CHAMPAGNE

Joseph Gerald

Prenez avis que Joseph Gerald, domicilié à Étang du Nord, Boisselle, Îles-de-la-Madeleine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gérard Cormier.

Montréal, le 20 janvier 1988

54662-6-2 *Les procureurs du requérant,*
DEVEAU, LAVOIE ET ASS.

Joseph Léopold Carol Mercier

Prenez avis que Joseph Léopold Carol Mercier, domicilié au 1175, rue Lamontagne Ouest, Val-Bélair, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Léopold Carol Jacques Mercier.

Saint-Joseph-de-Beauce, le 26 octobre 1987

54471-5-2 *Les procureurs du requérant,*
CLICHE, CLOUTIER, LABBÉ, COUTURE &
LÉTOURNEAU

Joseph Pierre Gérard Morin

Prenez avis que Joseph Pierre Gérard Morin, domicilié au 505, 158^e Rue, Saint-Georges-Est, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Pierre William Morin.

Saint-Georges-de-Beauce, le 21 janvier 1988

54612-6-2 *Les procureurs du requérant,*
MORIN, PÉPIN & GUÉVIN

Linda Vera Sainte-Marie

Prenez avis que Linda Vera Sainte-Marie, domiciliée au 4012, rue Lesage, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Linda Mc Laren.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Verdun, le 20 janvier 1988

54613-6-2 *Le procureur de la requérante,*
ROBERT BEAULIEU, *notaire*

Marie Clarisse Armande Talon

Prenez avis que Marie Clarisse Armande Talon, domiciliée au 252, rue du Moulin, Stoneham, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Clarisse Armande Carmen Talon.

Loretteville, le 6 janvier 1988

54573-6-2

Le procureur de la requérante,
ROBERT L'HEUREUX, notaire

Maurice Rock

Prenez avis que Maurice Rock, domicilié au 3780, Maricourt, Trois-Rivières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maurice Ross.

Trois-Rivières-Ouest, le 21 janvier 1988

54615-6-2

Le requérant,
MAURICE ROCK

Marie Dany Diane Provencher

Prenez avis que Marie Dany Diane Provencher, domiciliée au 775, de l'Espéranto, appartement 10, Trois-Rivières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Danie Diane Goudreau.

Trois-Rivières, le 11 janvier 1988

54509-5-2

Le procureur de la requérante,
ME MICHEL LAPRISE

Murielle Poirier

Prenez avis que Murielle Poirier, domiciliée au 3830, Hampton, Saint-Hubert, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Murielle Cyr.

Ce changement affectera aussi le nom des enfants de la requérante, Elona et Elijah Ritchie, tous domiciliés à la même adresse.

Saint-Hubert, le 11 janvier 1988

54510-5-2

La requérante,
MURIELLE POIRIER

Marie Lucille Françoise Simard

Prenez avis que Marie Lucille Françoise Simard, domiciliée au 32005, chemin Saint-Louis, ville de La Baie, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Françoise Lucie Simard.

La Baie, le 20 janvier 1988

54663-6-2

Le procureur de la requérante,
GUY BRASSARD, notaire

Nathalie Ménard

Prenez avis que Nathalie Ménard, domiciliée au 10317, rue Grande-Allée, Ahuntsic, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nathal Ménard.

Montréal, le 15 janvier 1988

54524-5-2

La requérante,
NATHALIE MÉNARD

Marie Philomène Georgianna Cloutier connue sous le nom de Régina Cloutier

Prenez avis que Marie Philomène Georgianna Cloutier connue sous le nom de Régina Cloutier, domiciliée au 689, route Principale, Cléricy, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Régina Cloutier.

Cléricy, le 18 janvier 1988

54614-6-2 MARIE PHILOMÈNE GEORGIANNA CLOUTIER

La requérante,

Nikitas Demetrios Bardis

Prenez avis que Nikitas Demetrios Bardis, domicilié au 1417, rue Argyle, appartement 6, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jim Nikitas Demetrios Bardis.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 4 décembre 1987

54574-6-2

Les procureurs du requérant,
FISKE, EMERY & ASSOCIÉS

Patrick Guay

Prenez avis que Patrick Guay, domicilié au 9115, Rachel, Neufchâtel, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Patrick Clément.

Neufchâtel, le 11 janvier 1988

54472-5-2

Le requérant,
PATRICK GUAY

Zlatica Jez

Prenez avis que Zlatica Jez, domiciliée au 3, rue Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Zlata Jez.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Verdun, le 20 janvier 1988

54616-6-2

Le procureur de la requérante,
ROBERT BEAULIEU, *notaire*

Compagnies (Partie I) — Loi sur les**Lettres patentes supplémentaires**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1479-5694 LES CONSTRUCTIONS J.H.P. INC.	1977 07 14	1988 01 06	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS P.H.J. INC.
1280-9877 PROPERTY INVESTMENT CORP.	1961 10 18	1988 01 06	du capital-actions

343

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les**Délivrance d'un certificat de constitution**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-2254 2542-2254 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Québec

2542-2429 2542-2429 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Québec
2542-2858 2542-2858 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Mégantic
2542-2866 2542-2866 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Mégantic
2542-2874 2542-2874 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Mégantic
2542-2908 2542-2908 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Chicoutimi
2542-2916 2542-2916 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Drummond
2542-2924 2542-2924 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Drummond
2542-2932 2542-2932 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Terrebonne
2542-2940 2542-2940 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Arthabaska
2542-2957 2542-2957 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Arthabaska
2542-3492 2542-3492 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Québec
2542-3690 2542-3690 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Québec
2542-3773 2542-3773 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Arthabaska
2542-3799 2542-3799 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-3807 2542-3807 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-3815 2542-3815 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-3823 2542-3823 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-3831 2542-3831 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-3849 2542-3849 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-3856 2542-3856 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Montréal
2542-4367 2542-4367 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Kamouraska

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-4375 2542-4375 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Kamouraska
2542-4391 2542-4391 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Montréal
2542-4409 2542-4409 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Montréal
2542-4417 2542-4417 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Montréal
2542-4425 2542-4425 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Gaspé
2542-4433 2542-4433 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Gaspé
2542-4441 2542-4441 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Gaspé
2542-4839 2542-4839 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Montmagny
2542-4847 2542-4847 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Saint-François
2542-4854 2542-4854 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Québec
2542-4862 2542-4862 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Québec
2542-4870 2542-4870 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Saint-Hyacinthe
2542-4888 2542-4888 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Québec
2542-4904 2542-4904 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Gaspé
2542-4912 2542-4912 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Gaspé
2542-6032 2542-6032 QUÉBEC INC.	1987 12 18	Abitibi
2542-6040 2542-6040 QUÉBEC INC.	1987 12 18	Abitibi
2542-6057 2542-6057 QUÉBEC INC.	1987 12 18	Abitibi
2542-6065 2542-6065 QUÉBEC INC.	1987 12 18	Gaspé

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-6115 2542-6115 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Drummond
2542-6123 2542-6123 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Drummond
2542-6131 2542-6131 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Drummond
2542-6149 2542-6149 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Drummond
2542-6156 2542-6156 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Terrebonne
2542-6164 2542-6164 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Chicoutimi
2542-6172 2542-6172 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Chicoutimi
2542-6180 2542-6180 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Baie-Comeau
2542-6198 2542-6198 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Mingan
2542-6206 2542-6206 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Frontenac
2542-6214 2542-6214 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Saint-Hyacinthe
2542-6222 2542-6222 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Saint-Hyacinthe
2542-6230 2542-6230 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Saint-Hyacinthe
2542-6248 2542-6248 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Rimouski
2542-6255 2542-6255 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Abitibi
2542-6263 2542-6263 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Trois-Rivières
2542-6271 2542-6271 QUÉBEC INC.	1987 12 23	Saint-Hyacinthe
2542-6289 2542-6289 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Chicoutimi
2542-6297 2542-6297 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Charlevoix

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-6305 2542-6305 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-Hyacinthe
2542-6313 2542-6313 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-Hyacinthe
2542-6321 2542-6321 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-Hyacinthe
2542-6339 2542-6339 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-Hyacinthe
2542-6347 2542-6347 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Abitibi
2542-7220 2542-7220 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Longueuil
2542-7238 2542-7238 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Longueuil
2542-7246 2542-7246 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2542-7253 2542-7253 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-François
2542-7261 2542-7261 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-François
2542-7279 2542-7279 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Joliette
2542-7287 2542-7287 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Joliette
2542-7295 2542-7295 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Abitibi
2542-7303 2542-7303 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Abitibi
2542-7311 2542-7311 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Abitibi
2542-7329 2542-7329 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Abitibi
2542-7337 2542-7337 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Abitibi
2544-3615 2544-3615 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2544-3631 2544-3631 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2544-3722 2544-3722 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Longueuil
2544-3730 2544-3730 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Longueuil
2544-3748 2544-3748 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2544-3789 2544-3789 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4076 2544-4076 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4118 2544-4118 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4183 2544-4183 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4258 2544-4258 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Alma
2544-4266 2544-4266 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4274 2544-4274 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Terrebonne
2544-4324 2544-4324 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4365 2544-4365 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Longueuil
2544-4373 2544-4373 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Longueuil
2544-4399 2544-4399 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4597 2544-4597 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Drummond
2544-4704 2544-4704 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Terrebonne
2544-4712 2544-4712 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Arthabaska
2544-4720 2544-4720 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Arthabaska
2544-4746 2544-4746 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Joliette

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2544-4753 2544-4753 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4787 2544-4787 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4795 2544-4795 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4803 2544-4803 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4811 2544-4811 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4829 2544-4829 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4837 2544-4837 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4886 2544-4886 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4894 2544-4894 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4902 2544-4902 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4910 2544-4910 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4928 2544-4928 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4936 2544-4936 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4977 2544-4977 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4993 2544-4993 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Rimouski
2545-0008 2545-0008 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2545-0016 2545-0016 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2545-0024 2545-0024 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Rimouski
2545-0032 2545-0032 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Bonaventure

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-0040 2545-0040 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0057 2545-0057 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0065 2545-0065 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0073 2545-0073 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0081 2545-0081 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0099 2545-0099 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0107 2545-0107 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0115 2545-0115 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0123 2545-0123 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0131 2545-0131 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0149 2545-0149 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Laval
2545-0156 2545-0156 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Iberville
2545-0164 2545-0164 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Longueuil
2545-0172 2545-0172 QUÉBEC INC.	1988 01 01	Montréal
2545-0180 2545-0180 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Laval
2545-0198 2545-0198 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0206 2545-0206 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0214 2545-0214 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Saint-Hyacinthe
2545-0222 2545-0222 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-0297 2545-0297 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2545-0396 2545-0396 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2545-0420 2545-0420 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0438 2545-0438 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0446 2545-0446 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Drummond
2545-0453 2545-0453 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Montréal
2545-0461 2545-0461 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Saint-François
2545-0479 2545-0479 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Terrebonne
2545-0487 2545-0487 QUÉBEC INC.	1987 12 29	Terrebonne
2545-0511 2545-0511 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Longueuil
2545-0537 2545-0537 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2545-0545 2545-0545 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2545-0560 2545-0560 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Labelle
2545-0578 2545-0578 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montmagny
2545-0586 2545-0586 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montmagny
2545-0735 2545-0735 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Gaspé
2545-0743 2545-0743 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Montréal
2545-1345 2545-1345 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-1436 2545-1436 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-1618 2545-1618 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Longueuil
2545-1774 2545-1774 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-1873 2545-1873 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-1899 2545-1899 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-1980 2545-1980 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Montréal
2545-2087 2545-2087 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2129 2545-2129 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Montréal
2545-2392 2545-2392 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Longueuil
2545-2400 2545-2400 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Iberville
2545-2418 2545-2418 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Iberville
2545-2558 2545-2558 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2566 2545-2566 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2574 2545-2574 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Longueuil
2545-2616 2545-2616 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Terrebonne
2545-2624 2545-2624 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Roberval
2545-2632 2545-2632 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2640 2545-2640 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2665 2545-2665 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Terrebonne
2545-2681 2545-2681 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-2723 2545-2723 QUÉBEC INC.	1988 01 06	Longueuil
2545-2756 2545-2756 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Laval
2545-2764 2545-2764 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Terrebonne
2545-2780 2545-2780 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Montréal
2545-2814 2545-2814 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Montréal
2545-2822 2545-2822 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Montréal
2545-2830 2545-2830 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Montréal
2545-2848 2545-2848 QUÉBEC INC.	1988 01 07	Saint-François
2544-4639 AD OPT CONSEILLERS EN INFORMATIQUE ET LOGISTIQUE INC.	1987 12 30	Montréal
2542-2510 AGENCE MODE-DÉCOR VICTO INC.	1987 12 21	Arthabaska
2542-2973 LES AMEUBLEMENTS HÉLÈNE DESCHÊNES INC.	1987 12 22	Chicoutimi
2545-0313 L'APPEL MARKETING INC.	1987 12 29	Montréal
2542-6594 LES ARMATURES DES ÎLES INC.	1987 12 23	Gaspé
2542-5307 ASSURANCES GILLES VOYER LTÉE	1987 12 22	Kamouraska
2544-4498 LES ASSURANCES RACICOT, CHAGNON ET ASSOCIÉS LTÉE	1987 12 29	Saint-Hyacinthe
2542-6446 LES AUTOMOBILES ALAN JARRY INC.	1987 12 22	Terrebonne
2542-2619 A.J. ÉLECTRICITÉ CONTRÔLE INC.	1987 12 21	Québec
2544-4282 A.M. VIENS ENTREPRISES LTÉE	1987 12 29	Bedford
2545-0750 A.M.M.A. ALIMENTATION NATURELLE INC.	1988 01 06	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-2577 BANQUETS NATURE INC.	1987 12 21	Arthabaska
2545-2590 BOULANGERIE PÂTISSERIE VILLENEUVE INC.	1988 01 06	Montréal
2542-2569 BRIQUES G.C.M. INC.	1987 12 21	Drummond
2544-4605 BUFFET LA CRÉMAILLÈRE INC.	1987 12 30	Montréal
2542-6396 CARREFOUR 10-35 INC.	1988 01 06	Iberville
2542-2247 LES CASSE-CROÛTE JOLI-COEUR INC.	1987 12 23	Québec
2544-4530 CAYABOUM INC.	1987 12 29	Montréal
2542-6008 CENTRE JARDIN TERONET INC.	1987 12 21	Québec
2544-4563 CHOCOLATERIE PELISSIER INC.	1988 01 05	Montréal
2545-1949 CLAUDE BOULAY INC.	1988 01 06	Terrebonne
2542-4623 CLAUDE GUAY INC.	1987 12 23	Roberval
2542-6560 CLUB DE CURLING TROIS-RIVIÈRES (1988) INC.	1988 01 07	Trois-Rivières
2544-4407 COMMUNICATIONS ANDRÉ BOUTHILLIER INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4613 COMMUNICATIONS INTÉGRAL DE MONTRÉAL INC.	1987 12 30	Montréal
2545-0768 CONDOTELS 4 SAISONS INC.	1988 01 05	Terrebonne
2545-0321 CONSTRUCTION AUBIN & FILS INC.	1987 12 29	Laval
2545-0354 CONSTRUCTION MAURICE BÉLAND INC.	1987 12 29	Trois-Rivières
2542-4573 CONSTRUCTION VERRIBEAUCE INC.	1987 12 23	Beauce
2544-4845 LES CONSTRUCTIONS BEAU CHÂTEAU INC.	1988 01 05	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-1451 LES CONSTRUCTIONS D.G.D. INC.	1988 01 06	Montréal
2542-4649 CONSTRUCTIONS RICMAR INC.	1987 12 23	Joliette
2545-2707 CONSULTANTS KELTIC INC. <i>KELTIC CONSULTANTS INC.</i>	1988 01 06	Montréal
2542-2478 LES CONSULTANTS MCMO INC.	1987 12 21	Saint-François
2544-4316 CORPORATION FINANCIÈRE M.J.S. <i>M.J.S. FINANCIAL CORPORATION</i>	1987 12 29	Laval
2542-2833 CORPUS COMMUNICATIONS INC.	1988 01 06	Montréal
2545-0610 COUVREURS DOLLARD INC. <i>DOLLARD ROOFERS INC.</i>	1988 01 06	Montréal
2542-2544 CRÉATIONS MADÉLIA INC.	1987 12 21	Saint-Hyacinthe
2544-4357 CURADEAU GOYETTE INC.	1987 12 29	Longueuil
2542-2841 C.M.C. DUTILLY INC.	1988 01 01	Bedford
2542-4508 DAMAJO PUB INC.	1987 12 23	Gaspé
2544-4951 DANSE-ACTION INC.	1988 01 05	Montréal
2542-6586 DESSIN N.B. INC.	1987 12 23	Joliette
2542-6099 DISTRIBUTION JOLIETTE INC.	1987 12 21	Joliette
2545-0339 ED-ROBI LTÉE	1987 12 29	Longueuil
2545-2798 ELAM CONSEILS INTERNATIONAL INC.	1988 01 07	Montréal
2542-6537 LES ENJOLIVEURS RIVE-SUD INC.	1987 12 22	Québec
2545-1477 LES ENTREPOSAGES PORT-ENCORE INC.	1988 01 06	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-6438 ENTREPRENEUR GÉNÉRAL GILLES COMTOIS INC.	1987 12 22	Abitibi
2542-6461 ENTREPRISE D'ÉLECTRICITÉ MARCEL DURAND INC.	1987 12 22	Saint-Hyacinthe
2542-2585 LES ENTREPRISES CARLBEC LTÉE	1987 12 21	Alma
2545-0347 LES ENTREPRISES COMANO LTÉE	1988 01 01	Iberville
2542-2551 LES ENTREPRISES DANY LAJOIE INC.	1987 12 21	Charlevoix
2544-4985 LES ENTREPRISES DE MENUISERIE DE FINITION ANDRÉ CHARTRAND INC.	1988 01 05	Montréal
2545-0628 LES ENTREPRISES DE TRANSPORT PIERRE DURAND INC.	1988 01 05	Joliette
2542-4722 LES ENTREPRISES JEAN-MARC HAINEY INC.	1987 12 23	Joliette
2542-4656 LES ENTREPRISES JEAN-MARC LANDRY INC.	1987 12 23	Trois-Rivières
2545-0784 LES ENTREPRISES LE CHAR INC.	1988 01 06	Hull
2544-4415 LES ENTREPRISES MIMAU INC.	1987 12 29	Terrebonne
2542-2460 LES ENTREPRISES M. G. BÉLANGER INC.	1987 12 21	Kamouraska
2545-0594 LES ENTREPRISES TREMA INC.	1988 01 05	Québec
2545-0792 LES ENTREPRISES YVON CARRIER INC.	1988 01 06	Iberville
2542-3872 ÉRABLE D'OR INC.	1987 12 29	Beauce
2542-3898 EXPRESS APX INC.	1987 12 29	Arthabaska
2533-3758 E.C.I. EXPERTISE CHIMIQUE INDUSTRIELLE INC.	1987 11 26	Richelieu
2545-0404 FDC DISTRIBUTION INC.	1988 01 05	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-2601 LES FENÊTRES ENERCO INC.	1987 12 21	Chicoutimi
2542-6545 FERME BENOIT TALBOT INC.	1987 12 22	Montmagny
2542-2437 FERME CLÉMENT THÉRIAULT INC.	1987 12 21	Montmagny
2545-0552 FERME GÉRALD BERNARD ET FILS INC.	1988 01 05	Saint-Hyacinthe
2542-6529 FERME HEMALAC INC.	1987 12 22	Montmagny
2542-6602 FERME MARIJO INC.	1987 12 23	Beauce
2542-4532 FERME MICHEL TURGEON INC.	1987 12 23	Beauce
2542-2999 FERME M.F. LANTAGNE INC.	1987 12 22	Montmagny
2542-3005 FERME NORGI INC.	1987 12 22	Montmagny
2542-2536 FERME RAYMOND ET FERNANDE GENEST INC.	1987 12 21	Québec
2542-6552 FERME RÉAL CANTIN INC.	1987 12 22	Québec
2542-4458 FIBRE DE VERRE EAST-BROUGHTON INC.	1987 12 23	Beauce
2542-2502 FORESTERIE LOTOMI INC.	1987 12 21	Abitibi
2545-0495 F. DESCOTEAUX PAYSAGISTE INC.	1987 12 29	Saint-Maurice
2542-6487 GARAGE M. CARRIER INC.	1987 12 22	Québec
2544-4456 GESTION ANDRÉ ALLAIRE INC.	1988 01 05	Longueuil
2542-6495 GESTION ANDRÉ MORIN INC.	1987 12 22	Arthabaska
2544-4696 GESTION ASSLOY INC.	1987 12 30	Laval
2542-4474 GESTION CLARUS INC.	1987 12 23	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-1931 GESTION DERASPE INC.	1988 01 05	Montréal
2542-6024 GESTION DOLA INC.	1987 12 21	Québec
2545-2855 GESTION DUFRESNE CÔTÉ INC.	1988 01 06	Iberville
2545-0263 GESTION DURAND PIETTE INC.	1987 12 30	Montréal
2542-2528 GESTION GILBERT ROY INC.	1987 12 21	Trois-Rivières
2545-2749 GESTION GILLES GOSSELIN INC.	1988 01 07	Montréal
2545-1956 GESTION G. BESNER INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2582 GESTION JACQUES HOULE LTÉE	1988 01 07	Montréal
2542-6503 GESTION JEAN LEMAY INC.	1987 12 22	Arthabaska
2542-4482 GESTION J.F.N. INC.	1988 01 01	Frontenac
2542-6479 GESTION MICH-NAT INC.	1987 12 22	Trois-Rivières
2542-4557 GESTION PAUL JALBERT INC.	1987 12 28	Québec
2542-2635 GESTION R. NOLIN INC.	1987 12 23	Arthabaska
2542-5315 GESTION R.M.G. INC.	1987 12 22	Québec
2544-4548 GESTION SPACE INC. SPACE HOLDINGS INC.	1987 12 29	Montréal
2542-2965 GESTION WEBSTER INC.	1987 12 22	Québec
2542-4490 LES GESTIONS J.P. PAINCHAUD INC.	1987 12 23	Gaspé
2545-0248 GESTIONS PHILIPPE LEBLANC INC.	1988 01 05	Terrebonne
2542-4615 GROLEAU & FRÈRE INC.	1988 01 01	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-0412 GROUPE IMMOBILIER RIVE-NORD-EST INC.	1988 01 05	Terrebonne
2545-0529 LE GROUPE RENOV-SPEC INC.	1988 01 05	Montréal
2545-2715 G.D. LAREAU INC.	1988 01 06	Saint-Hyacinthe
2545-0800 G.S. AUBIN EXCAVATION INC.	1988 01 06	Terrebonne
2542-2981 LES IMMEUBLES NORGAZ INC.	1987 12 22	Trois-Rivières
2542-2270 L'IMMOBILIÈRE, SOCIÉTÉ D'ÉVALUATION CONSEIL INC.	1987 12 21	Chicoutimi
2542-6081 INFORMATIQUE ALAIN LEMIEUX INC.	1987 12 21	Saint-Maurice
2544-4670 INVESTISSEMENT & DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER PIDC (CANADA) INC. <i>PIDC PROPERTY INVESTMENT & DEVELOPMENT (CANADA) INC.</i>	1987 12 30	Montréal
2544-4654 LES INVESTISSEMENTS BERNARD MCNAMARA INC.	1987 12 30	Longueuil
2544-4969 LES INVESTISSEMENTS MAILLEUX INC.	1988 01 05	Terrebonne
2542-3443 (JACKI DESCHÊNES) ATELIER 4IÈME NIVEAU INC.	1987 12 22	Québec
2542-6107 JEAN-CLAUDE BROUSSEAU SERVICES FINANCIERS INC.	1987 12 21	Québec
2545-1972 JEAN-GUY LEMAY INC.	1988 01 06	Terrebonne
2544-4738 JETTÉ, DUPUIS ET ASSOCIÉS INC.	1987 12 30	Joliette
2544-4662 JOSÉE LAFLAMME COURTIER D'ASSURANCES LTÉE	1987 12 31	Montréal
2542-4599 J.C.L. TRANSPORT INC.	1987 12 23	Longueuil
2542-4714 J.G. LEBLANC & FILS INC.	1987 12 23	Beauce

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-6420 LABORATOIRE LA MAISON DENTAIRE INC.	1987 12 21	Montréal
2545-1964 LAGACÉ ACOUSTIQUE INC.	1988 01 06	Montréal
2545-0289 LAVE-AUTO ST-CÉSAIRE INC.	1987 12 30	Saint-Hyacinthe
2542-6412 LOCATION INTER-RIVES INC.	1988 01 06	Québec
2542-6453 LES LOGICIELS J.P.M. INC.	1987 12 22	Beauce
2542-6628 LUMI-MÉDIA INC.	1987 12 23	Beauce
2545-0230 L.A. MAILLOTS INC.	1988 01 01	Laval
2544-4159 LES MACHINERIES DUPUIS & FILS INC.	1987 12 29	Kamouraska
2542-4664 MAÇONNERIE HARNOIS INC.	1987 12 23	Bedford
2544-4522 MAINTENANCE PRIMO INC. PRIMO MAINTENANCE INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4621 MAISON CANADIENNE DES SOLDES (MACASOLD) INC.	1987 12 30	Montréal
2542-4706 MARC LAPLANTE (1988) INC.	1987 12 23	Frontenac
2545-1915 MARCEL DOSTIE VENTILATION INC.	1988 01 06	Beauharnois
2542-4631 MÉCANIQUE INDUSTRIELLE SAGUENAY (MIS) INC.	1987 12 23	Chicoutimi
2542-2593 MÉLAMAX INC.	1987 12 21	Beauce
2542-2262 MENUISERIE RENÉ BUREAU INC.	1987 12 21	Beauce
2542-3781 MESSAGERIE ANDRÉ PAQUET INC.	1988 01 05	Québec
2542-3484 METHOGEST INC.	1987 12 23	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-4680 MEUBLES J.B.M. INC.	1987 12 23	Trois-Rivières
2545-1881 MEUBLES NUANCES M. L. D. INC.	1988 01 06	Montréal
2544-4860 MULTI-PREFAB INC.	1988 01 05	Terrebonne
2545-3341 MURRAY AXMITH - CADRES SUPÉRIEURS INC. MURRAY AXMITH - SENIOR EXECUTIVE INC.	1988 01 07	Montréal
2542-6388 LES NETTOYEURS CARESSE INC.	1987 12 21	Montréal
2544-4647 NOVA 1 INC.	1987 12 31	Montréal
2545-1469 PANOLEX INC.	1988 01 06	Montréal
2544-4514 PAULE CLAIRE BAILLARGEON INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4688 PIERRE LEGENDRE MARKETING INC.	1987 12 30	Montréal
2544-4571 PLACEMENTS DENIS LAMONTAGNE INC.	1987 12 30	Saint-Hyacinthe
2545-1485 PLACEMENTS INNOVEX INC.	1988 01 06	Longueuil
2542-4565 PLACEMENTS P. & M. JALBERT INC.	1987 12 28	Québec
2542-3864 LES PLACEMENTS YVON VERMETTE INC.	1987 12 29	Québec
2542-4581 POSE DE REVÊTEMENT BOULANGER ET JACQUES INC.	1987 12 23	Frontenac
2544-4332 POTTRUFF & SMITH, COURTIERS D'ASSURANCES (QUÉBEC) INC. POTTRUFF & SMITH INSURANCE BROKERS (QUÉBEC) INC.	1987 12 29	Montréal
2542-6610 PRÉCISION DESIGN INC.	1987 12 23	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-1923 LES PRODUITS DE CAOUTCHOUC L.J. MACDONALD LTÉE <i>L.J. MACDONALD RUBBER PRODUCTS LTD.</i>	1988 01 05	Montréal
2544-4555 PROTECTION D'INCENDIES MARCOUX INC.	1987 12 30	Longueuil
2542-4698 PUBLI-IMAGES DRUMMOND INC.	1987 12 23	Drummond
2544-4449 RAYMOND BEAUDET INC.	1987 12 29	Longueuil
2542-3880 RÉAL PRINCE INC.	1987 12 29	Arthabaska
2544-4779 RELAXATION AUBEL INC.	1987 12 30	Terrebonne
2545-1998 RESTAURANT LE GÉANT THIMOTHÉ (1988) INC.	1988 01 06	Saint-Hyacinthe
2542-4540 RESTAURANT LOUIS HÉBERT INC.	1987 12 23	Québec
2545-2657 RESTAURATION G.A.F. (MATANE) INC.	1988 01 06	Rimouski
2545-0305 ROBERT A. RÉMILLARD INC.	1988 01 01	Montréal
2545-2608 ROBERT CATUDAL SABLAGE INC.	1988 01 06	Bedford
2545-2772 R.B.D. EXCAVATION LTÉE	1988 01 07	Laval
2544-4506 SALLE DE QUILLES BOURDAGES INC.	1987 12 29	Bonaventure
2544-4480 SALLE DES LILAS INC.	1987 12 29	Terrebonne
2544-4340 SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE <i>SAMUEL & SON & CO. (QUÉBEC) LTD.</i>	1987 12 29	Laval
2544-4423 SERVI MARCOT INC.	1987 01 01	Longueuil
2545-0776 SERVICE D'ENSEIGNES EXCEL INC.	1988 01 06	Terrebonne
2542-6016 SERVICE D'ENTRETIEN TERONET INC.	1987 12 21	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2542-6404 LES SERVICES COMONT INC.	1988 01 06	Québec
2545-0859 SERVICES CONSEILS ORACON INC.	1988 01 06	Laval
2542-7345 SERVICES DE LIMOUSINE COLBY INC.	1987 12 29	Québec
2545-1444 LES SERVICES DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE G. LAVOIE, INC.	1988 01 05	Montréal
2542-2627 SOCIÉTÉ DE COURTAGE HOSPITALIER S.C.H. INC.	1987 12 23	Longueuil
2544-4381 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE BOURGIE INC.	1987 12 29	Montréal
2544-4761 LA SOCIÉTÉ VOUS (DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL HUMAIN) INC.	1987 12 30	Laval
2544-4852 SOLDERA CONSTRUCTION INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4464 SPORT ACTIVITÉ (M.S.) INC.	1987 12 29	Montréal
2542-4672 SPORTS 2 TEMPS 4 TEMPS INC.	1987 12 23	Québec
2544-4308 STATION SERVICE DU NORD INC.	1987 12 29	Terrebonne
2544-4589 STÉNAR INC.	1987 12 30	Montréal
2545-2806 STREC ENTREPRISES LTÉE	1988 01 07	Longueuil
2542-2486 LES STRUCTURES DU NORD (1987) INC.	1987 12 21	Abitibi
2545-0255 STYLE DESIGN INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4431 ST-CYRILLE AUTO INC.	1988 01 01	Drummond
2545-2731 ST-JACQUES DÉMOLITION (1988) INC.	1988 01 06	Longueuil
2542-2494 SYSTÈME INTÉRIEUR R.S.J. INC.	1987 12 21	Beauce

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2545-1907 LES SYSTÈMES DE CODAGES INTÉGRÉS EXA INC.	1988 01 06	Montréal
2545-2699 S. A. M. SÉCURITÉ INC.	1988 01 06	Laval
2545-0388 TEXTILES NASSIMI (CANADA) INC. <i>NASSIMI TEXTILES (CANADA) INC.</i>	1988 01 05	Montréal
2542-4607 TRANSPORT ANDRÉ CAOUETTE INC.	1987 12 23	Roberval
2542-2452 TRANSPORT ONIL GIGUÈRE INC.	1987 12 21	Saint-François
2542-2445 LES TRANSPORTS MI-DO INC.	1987 12 21	Roberval
2542-2296 LES TRANSPORTS R.A. GAMACHE LTÉE	1987 12 18	Abitibi
2544-4878 LES TRANSPORTS SMITH & ROULEAU INC. <i>SMITH & ROULEAU TRANSPORTATION INC.</i>	1988 01 05	Beauharnois
2544-4944 TRILITH CONSTRUCTION INC.	1988 01 05	Montréal
2545-0362 VEHI-CLUB AUTOMOBILE INC.	1988 01 05	Montréal
2544-4290 VÊTEMENTS FEMMES RE-BELLES INC.	1987 12 29	Montréal
2545-0271 VÊTEMENTS MONDIANA INC.	1987 12 30	Montréal
2542-2288 LES VIANDES VIBEC INC.	1987 12 21	Alma
2545-0370 VIDÉO JOMIC ÉLECTRONIQUES INC. <i>VIDEO JOMIC ELECTRONICS INC.</i>	1988 01 05	Montréal
2542-4466 VILLAGE FLANC SUD DU MONT STE-ANNE INC. <i>MONT STE-ANNE VILLAGE SOUTH INC.</i>	1987 12 23	Québec
2542-6511 W.R. NATIONALE DISTRIBUTION INC.	1987 12 22	Montréal
2545-2673 YVON VITE INC.	1988 01 06	Joliette

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1347-4374 LES AGENCES TOURISTIQUES DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE INC.	1972 05 24	1987 12 23	
1370-8292 ALPHA DIFFUSION INC.	1974 12 27	1987 12 18	
1510-4649 AUTO GUILARD INC.	1978 01 24	1987 12 18	
1167-5261 A. SETLAKWE LIMITÉE	1958 12 16	1987 12 23	
1360-4947 BRAULT ET BISAILLON INC.	1974 11 28	1987 12 23	
1331-5940 CAROCO INC.	1973 06 06	1987 12 23	
1337-2370 CENTRE COMMERCIAL MANICOUAGAN LTÉE	1973 01 12	1987 12 21	
1199-9091 CHARLES LACOURSIÈRE INC.	1969 05 29	1988 01 01	
1175-6400 CLAUDE CROTEAU INC.	1969 05 14	1987 12 22	CLAUDE CROTEAU ET FILLES INC.
1238-1018 LA COMPAGNIE BERDONA LTÉE	1959 10 07	1987 12 23	
1841-4276 COMPAGNIE DE GESTION B 3 INC.	1980 12 11	1987 12 23	
1637-6139 LES CONSTRUCTIONS MICHEL LESSARD INC.	1979 07 13	1987 12 21	
1121-1760 CORPORATION BRISK	1964 12 01	1987 12 29	
1287-4632 LA CORPORATION D'INVESTISSEMENTS VIMY INC.	1956 10 31	1987 12 17	LES INVESTISSEMENTS VIMY INC. VIMY INVESTMENTS INC.
1479-7286 DOMAINE DU DIESEL E.G. INC.	1977 07 25	1987 12 23	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1289-7518 DOMAINE GRANDE VALLÉE INC.	1969 07 29	1987 12 21	
1475-3719 LES ENTREPRISES DAYER INC.	1977 03 18	1987 12 30	
1344-4971 LES ENTREPRISES DESROCHERS & SIMARD INC.	1973 10 26	1987 12 22	
1338-0563 LES ENTREPRISES D'ÉLECTRICITÉ GAMACHE INC.	1973 08 07	1987 12 30	
1338-3872 LES ENTREPRISES E.B. INC.	1972 04 24	1987 12 23	BEAUCE CAOUTCHOUC INC.
1351-4849 LES ENTREPRISES H.P. CARIGNAN INC.	1973 12 27	1987 12 22	
1272-7657 LES ENTREPRISES LOYOLA SCHMIDT LTÉE	1970 11 03	1987 12 30	
1337-9136 LES ENTREPRISES NE-RU LTÉE	1973 04 18	1987 12 18	
1475-9336 ENTREPRISES RAYMOND GAUDET INC.	1977 03 25	1987 12 21	
1467-5938 ÉPICERIE JULES LEBLANC INC.	1976 06 03	1988 01 06	GESTION JULES LEBLANC INC.
1258-1187 ÉVALUATEURS LAURENTIENS INC.	1966 03 24	1987 12 29	
1173-3334 E.P. POIRIER LIMITÉE	1950 07 27	1987 12 17	E.P. POIRIER LTÉE
1367-4924 FAVRIL INC.	1974 02 08	1987 12 21	
1463-0651 FELRAY INC.	1975 11 13	1987 12 22	
1507-0279 FERMES A. ET G. INC.	1977 09 14	1987 12 18	
1114-6156 FOSSETTE DE POUPÉE INCORPORÉE	1945 08 02	1987 12 29	
1116-0363 FOURRURES HERCULES LTÉE	1968 08 29	1987 12 18	
1241-5378 FOYER ST-BRUNO INC.	1970 07 07	1987 12 29	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1462-1460 FRANK M. O'DOWD INC.	1975 09 24	1987 12 23	
1271-0125 F.X. LAMONTAGNE LIMITÉE	1946 12 10	1987 12 23	
1309-2531 F.-M. MARCOTTE INC.	1968 03 01	1987 12 21	
1641-1399 LA GOUTTE D'EAU INC.	1980 01 25	1987 12 17	LINGUART INC.
1108-4514 GUARD-X INC.	1943 10 25	1987 12 22	
1151-0674 GUILBAULT-THÉRIEN INC.	1962 04 17	1987 12 17	
1637-8952 LES IMMEUBLES MERCEDES (1979) LTÉE	1979 07 27	1987 12 21	LES IMMEUBLES MERCEDES LTÉE MERCEDES REALTIES LTD.
1130-8343 IMPRIMERIE GRAPHICO INC.	1968 11 08	1987 12 22	
1473-8603 JACQUES RAYMOND INC.	1977 02 03	1987 12 21	BAR BEETHOVEN INC.
1143-9189 LACOSTE ÉLECTRIQUE INC.	1957 01 25	1987 12 22	
1109-8001 LEWIS FASHIONS DRESS INC.	1961 08 31	1987 12 29	LES ROBES LEWIS INC. LEWIS FASHIONS DRESS INC.
1153-3288 LISTECH INC.	1961 06 08	1987 12 21	
1348-6220 LUMBESCO INC.	1972 08 28	1987 12 23	
1476-3775 MANAKI INC.	1977 04 07	1987 12 22	
1271-7872 MANUEL LAZAR INC.	1960 04 13	1987 12 30	
1347-0216 MARCEL DUCHESNE INC.	1973 11 09	1987 12 22	
1336-8196 MASEBO INC.	1972 12 22	1987 12 22	
1626-8005 LES MEUBLES J. PARADIS INC.	1978 05 24	1987 12 29	GESTION J. PARADIS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1169-4182 MONARK IMPORT-EXPORT INC.	1960 01 11	1987 12 18	
1257-0271 MONTEGO ENTERPRISES INC.	1969 10 31	1987 12 22	ENTREPRISES MONTEGO INC. MONTEGO ENTERPRISES INC.
1147-0580 MOTEL LE D'IBERVILLE INCORPORÉE	1967 02 01	1987 12 18	MOTEL LE D'IBERVILLE INC.
1275-9353 NELCO INC.	1947 08 13	1987 12 23	
1274-5717 NETTOYAGE À SEC QUEEN-MARY INC.	1968 02 22	1987 12 22	
1114-5729 P & J CLAYMAN INC.	1950 07 18	1987 12 23	
1511-0141 PAPIER ROUVILLE INC.	1978 01 26	1987 12 22	
1237-5150 PLACEMENTS BÉGIN INC.	1965 10 06	1987 12 30	
1264-4027 LES PLACEMENTS GROSS INC.	1957 10 31	1987 12 21	
1134-2680 PLACEMENTS LDCV INC.	1964 12 15	1987 12 18	
1273-9629 PLACEMENTS MARCEL PERRAULT LTÉE	1967 12 01	1987 12 18	
1276-2357 PLAMONDON, MOISAN, THIBOUTOT INC.	1971 07 15	1987 12 30	
1640-2893 PLOMBERIE CARILLON INC.	1979 12 01	1987 12 23	
1197-2254 PRODUITS DE QUALITÉ I.M.D. INC.	1969 09 30	1987 12 22	
1104-8451 PRODUITS DE SÉCURITÉ A.B.C. INC.	1954 11 24	1987 12 23	1104-8451 QUÉBEC INC.
1284-4932 QUÉBEC SMELTERS, LIMITED	1926 05 12	1987 12 21	FONDERIES DU QUÉBEC LTÉE QUÉBEC SMELTERS LTD.
1365-4843 QUINCAILLERIE FERLAND INC.	1975 05 22	1987 12 23	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1282-8869 ROSAIRE WILSON ASSURANCE INC.	1965 07 13	1987 12 29	
1285-2810 SOCIÉTÉ COMMERCIALE STRATON LTÉE	1961 12 19	1987 12 22	
1275-2556 SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT MÉNORCA LTÉE	1959 04 10	1987 12 30	MENORCA INC.
1372-0008 TRANSPORT FILIAULT INC.	1975 04 08	1987 12 21	
1254-5604 T.E. LAROCQUE DIAMOND DRILLING COMPANY LIMITED	1947 11 03	1987 12 22	GESTION FERNAND LAROCQUE INC.
1501-2529 LA VILLA DU POULET I.M. INC.	1975 12 04	1987 12 23	

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

343

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2542-3708 2542-3708 QUÉBEC INC.	ASSURANCES RENALD ROUSSEAU INC. 1864-0201 QUÉBEC INC.	1987 12 21	Kamouraska
2542-3716 2542-3716 QUÉBEC INC.	2425-1258 QUÉBEC INC. 2425-0722 QUÉBEC INC. 2425-1266 QUÉBEC INC. 2425-1241 QUÉBEC INC.	1987 12 31	Montréal
2542-6370 2542-6370 QUÉBEC INC.	2434-1844 QUÉBEC INC. 2532-1514 QUÉBEC INC.	1987 12 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2542-5489 AGENCE DE VOYAGE COLUMBUS (1962) LTÉE <i>COLUMBUS TRAVEL AGENCY (1962) LTD.</i>	BEST SERVICE PEOPLE LIMITED AGENCE DE VOYAGE COLUMBUS (1962) LTÉE	1987 12 31	Montréal
2542-5455 LES AGENCES DIRABEC INC.	2150-2281 QUÉBEC INC. LES AGENCES DIRABEC INC.	1988 01 01	Montréal
2542-5562 ALIMENTATION DU ROYAUME INC.	ALIMENTATION DU ROYAUME INC. GESTION ET LOCATION D'ÉQUIPE- MENTS FLEUR DE LYS INC. LES IMMEUBLES ÉLYSÉES INC.	1988 01 01	
2542-5570 ALIMENTATION TADOUSSAC INC.	ALIMENTATION CHICOUTIMI INC. ALIMENTATION TADOUSSAC INC.	1988 01 01	Chicoutimi
2542-5539 ASSURANCE PARENT MAJOR INC.	LES ASSURANCES HENRI D. MAJOR INC. PARENT ASSURANCE INC.	1987 12 30	Québec
2542-3393 LA BELLE VISION INC.	LA BELLE VISION INC. J. BERGERON & FRÈRE LTÉE	1987 12 18	Trois-Rivières
2542-7857 BEP INTERNATIONAL INC.	BEP INTERNATIONAL INC. LE BLANC, ELDRIDGE, PARIZEAU ET ASSOCIÉS INC.	1988 01 01	Montréal
2542-5554 BRASSERIE PLACE QUÉBEC INC.	2541-6199 QUÉBEC INC. BRASSERIE PLACE QUÉBEC INC.	1987 12 31	Québec
2542-5588 BUANDERIE MAGOG INC.	BUANDERIE MAGOG INC. GESTION BELGER INC. GESTION B. LANGER INC.	1987 12 30	Saint-François
2542-2221 CAMBIOR INC.	CAMBIOR INC. MINES ROUANDA INC.	1988 01 01	Abitibi
2542-7956 LES CARRIÈRES ST-EUSTACHE LTÉE <i>ST. EUSTACHE QUARRIES LTD.</i>	LA CORPORATION DE PLACE- MENTS MATHERS LES CARRIÈRES ST-EUSTACHE LI- MITÉE EXCELSIOR INC.	1988 01 01	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2542-7832 CENTRE DE PHYSIATRIE SHER- BROOKE INC.	LES PLACEMENTS CARISA INC. CENTRE DE PHYSIATRIE SHER- BROOKE INC.	1988 01 01	Montréal
2542-5604 LA COMPAGNIE DU JARDIN (CHARLESBOURG) INC.	LA COMPAGNIE DU JARDIN (CHARLESBOURG) INC. LA COMPAGNIE DU JARDIN (LÉVIS) INC. LA COMPAGNIE DU JARDIN (LA PÉ- RADE) INC.	1987 12 31	Québec
2542-5471 LA COMPAGNIE IDÉAL SECURITY INC. <i>IDEAL SECURITY INC.</i>	LA COMPAGNIE IDÉAL SECURITY (1981) INC. O.J. OUELLETTE INC.	1988 01 01	Montréal
2542-5521 LA COMPAGNIE PANELFOLD DU CANADA INC. <i>PANELFOLD (CANADA) INC.</i>	LA COMPAGNIE PANELFOLD DU CANADA INC. GESTION MURMABI INC.	1987 12 30	Québec
2542-5638 CONSTRUCTION B.S.L. INC.	CONSTRUCTION B.S.L. INC. 1864-6141 QUÉBEC INC.	1988 01 02	Québec
2542-3450 CONSTRUCTION M.G.M. GRIFFITH INC. <i>M.G.M. GRIFFITH CONSTRUCTION INC.</i>	CONSTRUCTIONS M.G.M. LTÉE LES IMMEUBLES M.G.M. GRIFFITH INC.	1987 12 22	Montréal
2542-6644 CORPORATION BREVILLE <i>BREVILLE CORPORATION</i>	BREVILLE CORPORATION DELLMEADE INVESTMENT CORPO- RATION	1987 12 30	Montréal
2542-5497 CORPORATION INVESTISSEMENT LEHAR <i>LEHAR INVESTMENT CORP.</i>	LEHAR INVESTMENT CORP. HAMPSTEAD HOLDINGS CORPORA- TION	1987 12 21	Montréal
2542-2239 LES CRUSTACÉS DE GASPÉ LTÉE <i>GASPÉ SHELL-FISH LTD.</i>	LES CRUSTACÉS DE GASPÉ LTÉE LES ATELIERS D'AGRÈS DE PÊCHE DE LA PÉNINSULE INC.	1987 12 31	Gaspé
2542-7865 CULINAR INC.	CULINAR INC. 2544-0736 QUÉBEC INC.	1988 01 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2542-5612 DÉVELOPPEMENT, MARKETING, COMMUNICATION (DÉMARCOM) INC.	DÉVELOPPEMENT, MARKETING, COMMUNICATION (DÉMARCOM) INC. DÉMARCOM (RIMOUSKI) INC. LE CENTRE DE REPROGRAPHIE A.B. INC.	1988 01 01	Québec
2542-7964 LES ENTREPRISES GAGNÉ & GAGNÉ INC.	LES ENTREPRISES LES FORÊTS DU NORD INC. LES ENTREPRISES FORESTIÈRES MARCEL GAGNÉ INC. LES ENTREPRISES GAGNÉ ET GAGNÉ INC.	1988 01 01	Chicoutimi
2542-7352 FERRONNEX INC.	FERRONNEX INC. 2319-4749 QUÉBEC INC.	1988 01 01	Chicoutimi
2542-5620 FONDERIE LAROCHE LTÉE	FONDERIE LAROCHE LTÉE Z. LAROCHE & FRÈRES LIMITÉE	1987 12 31	Québec
2542-3427 GANOTEC INC.	GANOTEC INC. GESTION DES FRÈRES GAGNON INC. NORGAZ INC. ÉNERGAZ INC.	1987 12 31	Trois-Rivières
2542-2205 GANTERIE AUCLAIR INC.	GESTION J.O.A.M. INC. GANTERIE AUCLAIR INC.	1987 12 31	Québec
2542-3476 GESTION JORI INC.	GESTION JORI INC. 2533-5522 QUÉBEC INC.	1988 01 01	Rimouski
2542-3757 GESTION JULES FOURNIER INC.	GESTION JULES FOURNIER INC. JULES FOURNIER INC.	1988 01 01	Rimouski
2542-3401 GESTION J.N.P. INC.	GESTION J.N.P. INC. LES IMMEUBLES J.N.L. INC.	1988 01 01	Québec
2542-6073 GESTION ROMA INC.	GESTION ROMA INC. REMORQUES ROGER INC.	1988 01 01	Kamouraska
2542-7840 GESTIONS BOWCAN INC. BOWCAN HOLDINGS INC.	GESTIONS BOWCAN INC. 2426-3311 QUÉBEC INC.	1987 12 31	Montréal
2542-3419 LE GROUPE CONSEIL T P L INC.	GESTION MODULOR INC. LE GROUPE CONSEIL T P L INC.	1987 12 31	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2542-7907 LE GROUPE SGD INC.	LE GROUPE SGD INC. LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS SGD INC. LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE SGD INC. LA SOCIÉTÉ DE GESTION SGD INC.	1987 12 31	Montréal
2542-7881 H.R. BOUFFARD INC.	H. R. BOUFFARD, INC. 2541-3964 QUÉBEC INC.	1987 12 31	Drummond
2542-7899 LES IMMEUBLES CHRISTOPHE- COLOMB INC.	2440-2901 QUÉBEC INC. 2440-2919 QUÉBEC INC. 2524-2686 QUÉBEC INC. LES IMMEUBLES CHRISTOPHE- COLOMB INC. GESTIONS IMMOBILIÈRES LOGIN INC. LES PLACEMENTS GIMAX INC. LES IMMEUBLES PIGICAN INC. IMMEUBLES GIRA-MONT INC.	1987 12 31	Montréal
2542-7378 LES IMMEUBLES L.J.D. INC.	LES IMMEUBLES L.J.D. INC. L.D. AUTO INC.	1988 01 01	Roberval
2542-5448 INVESTER INC.	INVESTER INC. PLACEMENTS MINICO LTÉE	1988 01 01	Montréal
2542-5547 J.A. FAGUY & FILS LTÉE J.A. FAGUY & SONS LTD.	J.A. FAGUY & FILS LTÉE 2330-6939 QUÉBEC INC.	1987 12 31	
2542-7972 LÉO BROWN & FILS INC.	LÉO BROWN & FILS INC. SERVICE D'ENTRETIEN GÉNÉRAL BROWN INC.	1987 12 31	Joliette
2542-3732 MARQUIS ENTREPRISES INC.	MARQUIS ENTREPRISES INC. LES PLACEMENTS MARIE & PAUL INC.	1988 01 01	Kamouraska
2542-7824 MONIT INTERNATIONAL INC.	MONIT INTERNATIONAL INC. INVEKAL INC. SOLAL LTÉE	1988 01 01	Montréal
2542-2197 MONTCLAIR PRO KONTROL INC.	MONTCLAIR INC. PROKONTROL INC.	1987 12 30	Beauce

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2542-4524 MSAS CARGO INTERNATIONAL (CANADA) INC.	G.M. PATRY LTÉE MSAS CARGO INTERNATIONAL (CANADA) INC.	1988 01 01	Montréal
2542-4516 MSAS CARGO INTERNATIONAL (CANADA) INC.	GESTION JEAN-GUY PATRY INC. MSAS CARGO INTERNATIONAL (CANADA) INC.	1988 01 01	Montréal
2542-6651 PARENT B.A. GESTION ALIMEN- TAIRE LTÉE	LES ENTREPRISES BERENT INC. LES AUTOMATES PARENT LTÉE	1988 01 01	Terrebonne
2542-7923 PAVAGE ET BÉTONNIÈRE ST- EUSTACHE LTÉE ST-EUSTACHE READY-MIX & PAVING LTD.		1988 01 01	Terrebonne
2542-3740 PLACEMENTS BRUSCA INC.	PLACEMENTS BRUSCA INC. PLACEMENTS R.V. NADO INC.	1988 01 01	Montréal
2542-3724 PLACEMENTS JEAN-MAURICE LA- LANNE INC.	PLACEMENTS JEAN-MAURICE LA- LANNE INC. 2332-8776 QUÉBEC INC.	1988 05 01	Bedford/Iberville
2542-3435 LES PLACEMENTS RÉJEAN CARDIN INC.	LES PLACEMENTS RÉJEAN CARDIN INC. MOTEL LA PARISIENNE, LON- GUEUIL INC.	1987 12 30	Longueuil
2542-5463 POULIOT, CHEVROLET- OLDSMOBILE INC.	2528-3631 QUÉBEC INC. LES IMMEUBLES P. & D. INC. POULIOT, CHEVROLET- OLDSMOBILE INC.	1988 01 01	Rimouski
2542-5505 PRODUITS MUNICIPAUX B.C.M. LTÉE	PRODUITS MUNICIPAUX B.C.M. LTÉE GESTION B.C.M. INC.	1988 01 01	Chicoutimi
2542-7915 ROND-POINT PONTIAC BUICK INC.	ROND-POINT PONTIAC BUICK INC. LOCATION ROND-POINT PONTIAC BUICK INC.	1988 01 01	Québec
2542-7931 R.F. DOWNEY INC.	LES PLANTATIONS BAUME DE WEEDON INC. R.F. DOWNEY INC.	1988 01 01	Saint-François

2542-5596 SERVICE D'AMÉNAGEMENT PAY- SAGER D'INTÉRIEUR NATUREL (S. A. P. I. N.) INC.	2536-6493 QUÉBEC INC. SERVICE D'AMÉNAGEMENT PAY- SAGER D'INTÉRIEUR NATUREL (S. A. P. I. N.) INC.	1987 12 31	Québec
2542-7873 SOCIÉTÉ DE GESTION G.N. INC.	2436-8896 QUÉBEC INC. SOCIÉTÉ DE GESTION G.N. INC.	1988 01 01	Joliette
2542-7949 LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS SGD INC.	LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS SGD INC. DÉMOTECH INC.	1987 12 30	Montréal
2542-5513 SPÉCIALITÉS INDUSTRIELLES SA- GUENAY LTÉE SAGUENAY INDUSTRIAL SUPPLIES LTD.	SPÉCIALITÉS INDUSTRIELLES SA- GUENAY LTÉE GESTION S.I.S. INC.	1988 01 01	Chicoutimi
2542-2213 TRANSPORT CHAÎNÉ INC.	TRANSPORT CHAÎNÉ INC. 2536-2948 QUÉBEC INC.	1988 01 04	Saint-Maurice
2542-3765 ULRIC BÉDARD LTÉE	ULRIC BÉDARD LIMITÉE 2543-3566 QUÉBEC INC.	1988 01 05	Québec
2542-3468 WILFRID OUELLET & FILS LTÉE	WILFRID OUELLET & FILS LTÉE JEANOUE INC.	1988 01 01	Rimouski

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

343

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1174-4448 1174-4448 QUÉBEC INC.	1969 02 21	1987 12 21	du capital-actions
1848-7199 1848-7199 QUÉBEC INC.	1981 07 22	1987 12 21	du capital-actions
2149-5841 2149-5841 QUÉBEC INC.	1982 12 29	1987 12 22	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2156-8811 2156-8811 QUÉBEC INC.	1983 06 16	1987 12 22	de la dénomination sociale: LA FINANCIÈRE ANTIROUILLE INTERNATIONALE INC.
2313-8324 2313-8324 QUÉBEC INC.	1984 12 14	1987 12 22	du capital-actions
2316-0161 2316-0161 QUÉBEC INC.	1985 02 13	1987 12 21	du capital-actions
2323-7738 2323-7738 QUÉBEC INC.	1985 07 10	1987 12 22	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES ALMO INC. 2) du district: Québec
2328-6024 2328-6024 QUÉBEC INC.	1985 10 09	1987 12 18	1) du capital-actions 2) des dispositions
2424-3057 2424-3057 QUÉBEC INC.	1986 11 21	1987 12 22	du district: Drummond
2425-3437 2425-3437 QUÉBEC INC.	1986 12 15	1987 12 21	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ CANADIENNE DE CONSULTATION EN IMMIGRATION ET INVESTISSEMENT KONSUL INC.
2425-5937 2425-5937 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1987 12 18	du district: Bedford
2425-6224 2425-6224 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1987 12 17	du district: Abitibi
2425-6406 2425-6406 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1987 11 18	de la dénomination sociale: MARCHÉ D.C. PELLERIN INC.
2426-6603 2426-6603 QUÉBEC INC.	1987 01 29	1987 12 23	du capital-actions
2426-7551 2426-7551 QUÉBEC INC.	1987 02 02	1987 12 18	1) de la dénomination sociale: ACQUISITIONS ET GESTIONS (JYL) LTÉE ACQUISITIONS AND MANAGEMENT (JYL) LTD. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions
2427-4243 2427-4243 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1988 01 05	de la dénomination sociale: TROPHÉE MICAL INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2437-1056 2437-1056 QUÉBEC INC.	1986 05 15	1987 12 22	du capital-actions
2440-9815 2440-9815 QUÉBEC INC.	1986 10 01	1987 12 17	du district: Richelieu
2527-7419 2527-7419 QUÉBEC INC.	1987 06 29	1987 12 21	de la dénomination sociale: LYSINVEST, PLACEMENTS ET INVESTISSEMENTS, INC.
2528-6378 2528-6378 QUÉBEC INC.	1987 07 28	1987 12 18	1) de la dénomination sociale: PLACEMENTS MICHAEL TIETOLMAN INC. 2) du capital-actions
2528-6386 2528-6386 QUÉBEC INC.	1987 07 28	1987 12 18	de la dénomination sociale: PLACEMENTS ENCORE INC.
2529-6146 2529-6146 QUÉBEC INC.	1987 08 25	1987 12 21	de la dénomination sociale: BELAFOR INC.
2530-6150 2530-6150 QUÉBEC INC.	1987 09 18	1987 12 29	du district: Terrebonne
2530-9857 2530-9857 QUÉBEC INC.	1987 09 28	1987 12 29	du district: Terrebonne
2532-1068 2532-1068 QUÉBEC INC.	1987 10 27	1987 12 22	du district: Bedford
2532-1076 2532-1076 QUÉBEC INC.	1987 10 27	1987 12 22	du district: Bedford
2532-2090 2532-2090 QUÉBEC INC.	1987 10 30	1987 12 21	du district: Terrebonne
2532-2272 2532-2272 QUÉBEC INC.	1987 10 29	1987 12 18	du district: Beauharnois
2532-7883 2532-7883 QUÉBEC INC.	1987 11 12	1987 12 21	du district: Laval
2532-9087 2532-9087 QUÉBEC INC.	1987 11 16	1987 12 01	de la dénomination sociale: MARCHÉ RICHARD SUIDAN INC.
2532-9525 2532-9525 QUÉBEC INC.	1987 11 17	1987 12 21	1) du district: Joliette 2) du capital-actions
2533-6363 2533-6363 QUÉBEC INC.	1987 12 03	1987 12 17	du district: Laval

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2533-6413 2533-6413 QUÉBEC INC.	1987 12 03	1987 12 21	du district: Beauharnois
2533-6421 2533-6421 QUÉBEC INC.	1987 12 03	1987 12 21	du district: Beauharnois
2535-1461 2535-1461 QUÉBEC INC.	1987 05 15	1987 12 21	1) de la dénomination sociale: LAVE-AUTO G. BEAUPRÉ INC. 2) du district: Montréal
2538-0031 2538-0031 QUÉBEC INC.	1987 08 06	1987 12 21	de la dénomination sociale: LES HABITATIONS ESTRIEDELLE INC.
2539-2143 2539-2143 QUÉBEC INC.	1987 09 17	1987 12 21	de la dénomination sociale: GROUPE D'INVESTISSEMENT DE L'EST INC.
2541-3410 2541-3410 QUÉBEC INC.	1987 11 24	1987 12 30	de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS SHALAM INC.
2543-2394 2543-2394 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 01 07	de la dénomination sociale: GESTION H. SOUCY (1988) INC.
2543-2451 2543-2451 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1987 12 29	du district: Labelle
2543-4044 2543-4044 QUÉBEC INC.	1987 12 14	1987 12 23	du district: Richelieu
2543-4051 2543-4051 QUÉBEC INC.	1987 12 14	1987 12 23	du district: Roberval
2543-4077 2543-4077 QUÉBEC INC.	1987 12 14	1987 12 23	du district: Bedford
2543-4176 2543-4176 QUÉBEC INC.	1987 12 14	1987 12 23	du district: Richelieu
1625-2116 LES ACIERS H. ET H. INC.	1978 04 11	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2323-3455 ALIMENTATION DANIEL INC.	1985 07 04	1987 12 21	1) du capital-actions 2) des restrictions à l'activité 3) des dispositions
2424-7785 ALIMENTATION PAUL INC.	1986 12 05	1987 12 21	1) du capital-actions 2) des restrictions à l'activité 3) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2418-6058 ALIMENT-O-SOIR INC.	1986 07 22	1987 12 22	de la dénomination sociale: 2418-6058 QUÉBEC INC.
1232-5031 ANDEST LTÉE	1961 07 17	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2162-1545 LES APPARTEMENTS LATULIPE INC.	1983 11 08	1987 12 30	1) de la dénomination sociale: LES GESTIONS GINGO INC. 2) du district: Abitibi
1108-0520 AQUARIUM DU NORD INC.	1933 08 17	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2318-6042 ATELIER MADELEINE BOULANGER (1985) INC.	1985 03 28	1987 12 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
2319-8690 ATELIERS SYLVAGRI INC.	1985 04 22	1987 12 21	du district: Labelle
2163-6550 LES AUBAINES G. ROY INC.	1983 12 08	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2541-6868 AUTOMOBILES ACADIA INC.	1987 12 01	1987 12 23	du capital-actions
1859-5058 LA BELLE ÉQUIPÉE INC.	1982 07 08	1987 12 18	du capital-actions
1841-8756 LA BELLE VISION INC.	1981 01 01	1987 12 18	des dispositions
1238-1158 BERGEN INC.	1970 04 30	1987 12 22	du capital-actions
1126-2151 BONNETERIE ZÉPHYR INC.	1955 02 26	1987 12 18	du capital-actions
1864-0409 BOULANGERIE A. MCKENZIE ET FILS INC.	1982 12 07	1987 12 21	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES ANDRÉ MCKENZIE INC.
2165-7135 BOULANGERIE PÂTISSERIE GINA SALTARELLI INC.	1984 01 11	1987 12 17	de la dénomination sociale: EMBALLAGE D'ALIMENTS LATINA INC. LATINA FOOD PACKING INC.
1102-8693 BOVET INC.	1959 01 24	1987 12 23	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2421-3753 B. BOUCHARD & FILLES INC.	1986 10 17	1987 12 22	du district: Richelieu
2426-7577 CAMLOC LTÉE	1987 02 02	1987 12 21	de la dénomination sociale: INDUSTRIE DOOFLO ROSELLE INC.
1255-3186 CENTRE D'ASSURANCES WISE INC.	1962 11 22	1988 01 05	du capital-actions
2532-1001 CHAUSSURES MODE-PIEDOR INC.	1987 10 27	1987 12 23	du capital-actions
1117-3838 LA CIE CANADA ALLIED DIESEL LTÉE	1968 11 04	1987 12 18	1) du capital-actions 2) des dispositions
1266-3514 CIE DE CONSTRUCTION & DE LOGEMENT TURRET INC.	1955 03 21	1987 12 21	du capital-actions
1862-0740 CLINIQUE DENTAIRE BOURG-JOLI INC.	1982 10 06	1987 12 18	du capital-actions
2539-4388 CLUB DE GOLF DE BEAUPRÉ INC.	1987 09 25	1987 12 22	de la dénomination sociale: CRAN DIFFUSION INC.
1864-1357 LA COMPAGNIE DU JARDIN (CHARLESBOURG) INC.	1982 12 14	1987 12 29	du capital-actions
2329-6940 CONCEPT 20/20 INC.	1985 10 29	1987 12 22	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 20
1118-0775 CONSTRUCTEURS PAYSAGISTES DOMINION LTÉE	1963 03 22	1987 12 22	du capital-actions
2530-2845 CONSTRUCTION CLAUDE DESROSIERS INC.	1987 09 10	1987 12 22	du district: Montréal
2428-6783 LES CONSULTANTS D.B.A. INC.	1987 01 30	1987 12 29	du capital-actions
1647-0288 CONTALITEC, SERVICE DE TÉLÉTRAITEMENT INC.	1980 08 08	1987 12 21	de la dénomination sociale: CONTALITEC INFORMATIQUE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1128-6259 CONTRACTEURS S.M. MELNYK LTÉE	1962 10 26	1987 12 22	du capital-actions
2167-3413 COPIE ASSO INC.	1984 03 12	1987 12 23	de la dénomination sociale: COPIE 2000 INC.
2158-7555 CORPORATION INTER-B INC.	1983 08 05	1987 11 20	du district: Montréal
1848-8205 CUNICULTURE QUÉBEC INC.	1981 07 24	1988 01 05	1) de la dénomination sociale: RONDEAU, HARVEY INC. 2) du district: Terrebonne 3) des restrictions à l'activité
2423-1524 DAMO CONSTRUCTION LTÉE	1986 10 20	1987 12 21	de la dénomination sociale: MODET CONSTRUCTION LTÉE
1461-6528 DÉPANNEUR R. & G. NADEAU INC.	1975 08 28	1987 12 21	de la dénomination sociale: DÉPANNEUR J. & L. VERVILLE INC.
1361-1025 DISTRIBUTION GINA RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	1974 12 18	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2422-7233 ÉDOUARD TRAHAN & FILS INC.	1986 12 01	1987 12 22	du capital-actions
2425-5515 ÉLEVAGES GAUDREAU INC.	1986 12 29	1987 12 17	de la dénomination sociale: ÉLEVAGES CÉCILE & SYLVAIN GAUDREAU INC.
2165-5188 LES ENTREPRISES A. LORTIE INC.	1984 01 31	1987 12 22	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS A. LORTIE INC.
1169-5772 LES ENTREPRISES CHARTRÉ LTÉE	1959 03 23	1987 12 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
2333-6191 LES ENTREPRISES CLAUDE MORNEAU INC.	1986 01 09	1987 12 22	du district: Montréal
1631-5665 LES ENTREPRISES DENIS FORTIER INC.	1978 11 22	1987 12 21	de la dénomination sociale: ESTRIEDELLE INC.
2420-5981 LES ENTREPRISES GESCOMINE (1986) INC.	1986 09 30	1987 12 29	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1154-6629 LES ENTREPRISES JULIEN INC.	1946 04 12	1987 12 30	du capital-actions
2153-4623 FABOU INC.	1983 03 30	1987 12 22	du capital-actions
1853-4842 FERME CEJABET INC.	1981 12 17	1987 12 21	du capital-actions
2524-8626 FERMES AGRIVEST INC.	1987 04 24	1987 12 21	des dispositions
1465-9833 LES FOURRURES J.R. TREMBLAY INC.	1976 04 01	1987 12 29	du capital-actions
1261-2255 FRÉGA INC.	1947 03 07	1987 12 30	du capital-actions
1261-2255 FRÉGA INC.	1947 03 07	1987 12 29	du capital-actions
2425-0847 GAGNON, PHILLIPS, LEGENDRE ET ASSOCIÉS INC.	1986 12 15	1987 12 18	de la dénomination sociale: GAGNON, PHILLIPS ET ASSOCIÉS (1987) INC.
1367-6341 GÉOPHYSIQUE G.P.R. INTERNATIONAL INC.	1974 03 01	1987 12 29	du capital-actions
1333-2549 GÉRARD NEAULT INC.	1972 10 05	1987 12 23	du capital-actions
1864-4872 GESTION A. ROUSSEL INC.	1982 12 16	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2417-2801 GESTION C.H.A.D.Y. INC.	1986 06 04	1987 12 29	du district: Chicoutimi
2332-5905 GESTION JACQUES DESJARDINS INC.	1986 01 01	1987 12 21	du capital-actions
1864-7164 GESTION LA CORBEILLE INC.	1982 12 21	1987 12 30	du capital-actions
1864-0417 GESTION MARCEL BROUILLETTE INC.	1982 12 07	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2440-3727 GESTION NICOLET BELMI INC.	1986 09 16	1987 12 22	du district: Québec
1475-6910 GESTION PASMAR INC.	1977 09 23	1987 12 22	du district: Laval

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2151-3130 GESTION P.L.M. INC.	1983 02 18	1987 12 16	1) du capital-actions 2) des dispositions
2333-4816 GESTION RESTO-MAX INC.	1986 01 14	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2430-8033 GESTION STE-CATHERINE-J.C. INC.	1987 03 18	1988 01 06	1) du capital-actions 2) des dispositions
2329-1016 LES GESTIONS 1952, INC.	1985 10 18	1988 01 06	de la dénomination sociale: CLINIQUE D'ESTHÉTIQUE LE BONSAÏ INC.
2435-6859 LES GESTIONS LOGEX INC.	1986 04 14	1987 12 17	1) de la dénomination sociale: LE GROUPE HERROB INC. 2) du district: Longueuil 3) du capital-actions
2156-6765 GHISLAIN PRÉVOST INC.	1983 06 15	1987 12 18	de la dénomination sociale: MADEX INC.
1647-0361 GRÉGOIRE A. GASPO ASSURANCES ET ASSOCIÉS INC.	1980 08 11	1987 12 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
1252-4880 GROUPE DESSAU LTÉE	1970 07 06	1987 12 23	du capital-actions
2438-5379 GROUPE FINANCIER GOÉLAND INC.	1986 07 09	1987 12 22	du capital-actions
2427-4946 GROUPE INTRABEC INC.	1986 12 27	1987 12 22	du capital-actions
2170-8961 LE GROUPE OCÉAN LTÉE	1984 05 29	1987 12 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 3 maximum 15
2309-9245 GROUPE PETROLIER LAURENTIDE INC.	1984 09 11	1987 12 22	1) de la dénomination sociale: 2309-9245 QUÉBEC INC. 2) du district: Montréal
1462-3110 GROUPE SOGEPART INC.	1975 10 02	1987 12 23	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1463-6468 G.E. LEBLANC INC.	1975 12 11	1987 12 30	des dispositions
2149-3119 LES IMMEUBLES EUREKA INC.	1982 12 22	1987 12 30	du district: Longueuil
2412-5247 LES IMMEUBLES GARENSON INC.	1986 02 21	1987 12 18	des dispositions
1361-1124 LES IMMEUBLES ROUSSEL INC.	1974 10 29	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2314-6699 LES IMMEUBLES ROYAL DE MONTRÉAL INC.	1984 12 27	1987 10 27	du district: Montréal
2437-9729 IMMEUBLES SOLIDABEC INC.	1986 06 16	1987 12 22	du capital-actions
2424-3628 JOUR DE PAYE SERVICE INFORMATISÉ INC.	1986 11 24	1987 12 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
1471-5411 J.N. KEABLE INC.	1976 11 15	1988 01 01	du capital-actions
1171-1413 J.O. BEAULAC INC.	1958 01 20	1988 01 01	du capital-actions
1270-2569 KUSHNER TEXTILE CORPORATION	1944 11 29	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2149-5502 LA LANGAGERIE INC.	1982 12 29	1987 12 21	1) du capital-actions 2) des dispositions
2524-3437 LANGUES LATINES F.E.A.P. INC.	1987 04 10	1987 12 18	1) de la dénomination sociale: DÉPANNEUR J.R. DESPAROIS INC. 2) du district: Beauharnois
1356-4349 LAUNEL INC.	1974 05 10	1987 12 18	du capital-actions
2524-1845 LÉO BROWN & FILS INC.	1987 04 07	1987 12 23	du capital-actions
1847-5434 LOCATION RINFRET AUTOMOBILES INC.	1981 06 16	1987 12 23	du capital-actions
1851-8837 LOCATIONS TRÉCO (1981) LTÉE	1981 10 30	1987 12 21	de la dénomination sociale: LOCATIONS TRÉCO LTÉE

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2432-3370 LORRAINE PETITPAS INC.	1987 03 16	1987 12 21	de la dénomination sociale: FLEURISTERIE LORRAINE PETITPAS INC.
1184-2259 L.C.N. INC.	1967 11 24	1987 12 18	du capital-actions
1176-4263 LES MACHINERIES VERVILLE INC.	1969 07 17	1987 12 29	du capital-actions
1361-1660 MAISONS MOBILES BEAUCE LTÉE	1975 01 10	1987 12 23	de la dénomination sociale: MAISONS MODULAIRES BEAUCE LTÉE
2428-4242 MANUTENTION DE MACHINERIE PIERRE DEMERS INC.	1987 01 22	1987 12 22	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS CENTRE DU QUÉBEC INC.
1220-4509 MARCHÉ ANDRÉ MARTEL INC.	1968 07 08	1987 12 18	du capital-actions
1237-7339 MARCHÉ DU DOMAINE BELLERIVE INC.	1970 01 23	1987 12 31	1) du capital-actions 2) des dispositions
1642-6504 MARCHÉ ROMÉO ROY & FILS INC.	1980 03 11	1987 12 21	du capital-actions
1357-4504 MAURICE OBERSON INC.	1974 06 25	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
1105-0341 MEUBLES ARCA INC.	1966 01 17	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 5
2312-8200 MICHEL BÉLIVEAU PAYSAGISTE INC.	1984 11 19	1987 12 21	du capital-actions
2151-8345 NADEAU MAINTENANCE INC.	1983 02 22	1987 12 17	de la dénomination sociale: GUY NADEAU INC.
2539-4750 Océan NAVIGATION INC.	1987 09 28	1987 12 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 15

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2532-8808 ONDINS CONSULTANTS INC.	1987 11 16	1987 12 16	de la dénomination sociale: ONDINS GL CONSULTANTS INC.
1127-8918 PARC COMMÉMORATIF DE MONTREAL INC.	1933 08 01	1987 12 29	des dispositions
1167-0155 PAVAGES MOTO LTÉE	1961 08 17	1987 12 22	1) ajoutant la version: <i>MOTO PAVING LTD.</i> 2) du district: Montréal
1644-1313 PÊCHES G. GAGNON INC.	1980 04 30	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2539-1723 PIZZA GROS INC.	1987 09 26	1987 12 30	de la dénomination sociale: PRODUITS ALIMENTAIRES FRANÇOIS-HUBERT INC.
1361-1033 PIZZERIA GINA INC.	1974 12 18	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2314-4264 PLACE TRANS-CANADA INC.	1984 12 28	1987 12 22	1) de la dénomination sociale: PLACEMENTS JEAN-PAUL RICKNER LTÉE 2) du district: Terrebonne
1858-5430 LES PLACEMENTS CLARMONT INC.	1982 06 01	1987 12 21	du capital-actions
2427-3690 PLACEMENTS CMI INC.	1986 12 30	1987 12 22	du capital-actions
2154-2691 LES PLACEMENTS DANCAR INC.	1983 04 20	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2149-5098 LES PLACEMENTS JACQUES DEPELTEAU INC.	1982 12 23	1987 12 21	du capital-actions
1863-5268 LES PLACEMENTS JEAN-GUY BIGRAS LTÉE	1982 11 30	1987 12 18	du capital-actions
2158-7563 PLACEMENTS ROGER BOISJOLI INC.	1983 08 05	1987 11 20	du district: Montréal
2416-3883 P.R.P. TRANSPORT (1986) INC.	1986 05 09	1988 01 06	de la dénomination sociale: TRANSPORT VICTO INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1369-4948 QUINCAILLERIE ST-LAURENT LTÉE	1974 08 29	1987 12 22	du capital-actions
2168-4030 R & D CASCADES INC.	1984 03 29	1988 01 01	1) de la dénomination sociale: DESENCRAGE CASCADES (1988) INC. 2) du district: Québec 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 15
1628-5744 RÉAL HUOT INC.	1978 07 26	1987 12 29	du capital-actions
1858-6339 RÉFRIGÉRATION NOËL INC.	1982 06 07	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
1646-8928 RÉSERVE DU CAFETIER INC.	1980 07 31	1987 12 21	de la dénomination sociale: 1646-8928 QUÉBEC INC.
2169-5267 RESSOURCES PROFESSIONNELLES INFORMATIQUES (R.P.I.) INC.	1984 04 27	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
1159-0007 RINFRET AUTO INC.	1967 12 29	1987 12 23	du capital-actions
1477-8047 ROCOM INC.	1977 05 18	1987 12 22	du capital-actions
2173-1088 ROGER EXTERMINATION INC.	1984 07 24	1987 12 22	du district: Beauharnois
1861-0485 R. LA VOIE & FILS INC.	1982 09 02	1987 12 30	du district: Terrebonne
2530-1219 R.J.R. CONSTRUCTION INC.	1987 09 08	1987 12 30	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2538-9396 SÉCURITÉ INCENDIE PROTEQ INC.	1987 09 10	1987 12 21	du capital-actions
1330-7673 SERVICE DE BALAYAGE ET D'ENTRETIEN UNION LTÉE	1973 05 03	1987 12 22	du capital-actions
2539-9122 SERVICE INFORMATIQUE INÉDIT INC.	1987 10 08	1987 12 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2331-2507 SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE DE CABANO INC.	1985 11 29	1987 12 22	du capital-actions
1471-2889 SOMARSO INC.	1976 11 03	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2440-7413 SUPER MARCHÉ PLOUFFE INC.	1986 09 25	1987 12 30	du capital-actions
1361-6982 SUPERMARCHÉ ARCAND INC.	1975 02 11	1987 12 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2157-7093 TAKANO INC.	1983 07 18	1987 12 22	1) du capital-actions 2) des dispositions
2158-0741 TECHNIC-EAU INC.	1983 07 13	1987 12 22	de la dénomination sociale: COUET ET LEMIEUX INC.
1347-7401 TRANSMISSION YVON MÉNARD INC.	1973 11 19	1987 12 21	1) du capital-actions 2) des dispositions
1278-0128 TRANSPORT STAR TRUCK INC.	1947 07 24	1987 12 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
1852-5824 UNIGEC INC.	1981 11 24	1987 12 30	de la dénomination sociale: 1852-5824 QUÉBEC INC.
1846-2978 VARIÉTÉ PERFECTA INC.	1981 05 07	1987 11 19	de la dénomination sociale: 1846-2978 QUÉBEC INC.
2319-0358 VERGER R.M. DAVIGNON INC.	1985 04 04	1987 12 22	de la dénomination sociale: VERGER DAVIGNON & FILS INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2542-1678 ASSOCIATION DES CADRES INTERMÉDIAIRES DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN INC.	1988 01 05	4000, boulevard Lasalle, Verdun
2542-1660 ASSOCIATION DES LOISIRS AQUATIQUES POUR PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	1988 01 05	15, Place Yvons Plourde, bureau 210, Charlemagne
2542-1702 ASSOCIATION DES MÈRES ÉDUCATRICES DU QUÉBEC	1988 01 07	5586, rue Pierre Tétrault, Montréal
2542-3096 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES RÉSIDANTS DU DOMAINE ST-AUGUSTIN INC.	1988 01 05	179, du Cassot, Saint-Augustin-de-Desmaures
2542-4227 ASSOCIATION POUR LES OPTIONS ET CONTRATS À TERME DE MONTRÉAL <i>MONTRÉAL ASSOCIATION FOR OPTIONS AND FUTURES</i>	1988 01 05	800, Carré Victoria, Montréal
2542-3161 L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES COOPÉRANTS ET VOLONTAIRES DE RETOUR	1988 01 06	3924, Henri-Julien, Montréal
2542-4201 ASSOCIATION RÉGIONALE DE KARATÉ BOURASSA	1988 01 05	12244, Lorenzo Prince, Montréal
2542-1694 CENTRE ALIMENTAIRE AYLNER	1988 01 07	425, Le Guerrier, Aylmer
2542-3088 CENTRE DE PRÉVENTION AZED	1988 01 06	599, chemin Montagne, Waterloo
2541-9219 CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA M.R.C. DE COATICOOK	1988 01 05	140, rue Lallier, app. 2, Coaticook
2542-5737 CLUB CYCLISTE MONT-JOLI INC.	1988 01 07	1663, St-Onge, Mont-Joli

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2542-1710 CLUB DES EMPLOYÉS DU CHRN	1988 01 07	4, 9 ^e Rue, Rouyn-Noranda
2542-3146 CLUB DES INITIÉS DE SAINT-HUBERT	1988 01 06	1655, rue Milan, Saint-Hubert
2542-4243 CLUB LIONESSE SOREL-TRACY	1988 01 05	220, Des Chênes, Saint-Pierre-de-Sorel
2542-1652 CLUB LIONS DE MONT-LAURIER	1988 01 05	529, Beaudry, Mont-Laurier
2542-5901 CLUB OPTIMISTE P.R.A.D. DE MONTRÉAL INC.	1988 01 07	838, rue Melrose, Verdun
2542-3153 COMITÉ D'ÉCHANGE INTERLINGUISTIQUE DE MASCOCHE INC.	1988 01 06	1518, Lauzon, Mascouche
2542-4235 CORPORATION CHIFFRES ET LETTRES AMIS DE SHIPSHAW (C.L.A.S.)	1988 01 05	3760, rue St-Léonard, Shipsaw
2542-1728 ÉCHO ÉVANGÉLIQUE DE MONTRÉAL	1988 01 07	7272, Berri, Montréal
2542-5729 ÉQUIPE DE BASKET-BALL EN FAUTEUIL ROULANT «FLEUR DE LYS»	1988 01 06	10386, boulevard St-Laurent, Montréal
2541-9250 ÉQUIPE LA PETITE RENCONTRE	1988 01 07	Val d'Or
2542-3138 ERMITAGE NOTRE-DAME DE GRÂCE	1988 01 06	1631, route Marie-Victorin, Saint-Nicolas
2542-3070 LES HABITATIONS PARTAGÉES DE L'OUTAOUAIS URBAIN	1988 01 05	Gatineau
2542-3120 LA MAISON DES AMIS DU PLATEAU MONT-ROYAL INC.	1988 01 06	Montréal
2538-6319 MAISON SHALOM INC. SHALOM HOUSE INC.	1988 01 08	1080, Beaver Hall Hill, bureau 1720, Montréal
2542-5927 LES MULTICOLORES DE QUÉBEC INC.	1988 01 08	289, St-Ambroise, Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2542-5919 PRODUCTIONS LES GENS AILÉS	1988 01 07	5404, avenue du Parc, Montréal
2542-5711 LES PUBLICATIONS SPORT-AM INC.	1988 01 05	Montréal
2542-3112 REGROUPEMENT DES COMMERCES DU CHEMIN LAROCQUE INC.	1988 01 06	399, chemin Larocque, Salaberry de Valleyfield
2542-3179 SOCIÉTÉ DE PROMOTION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE RIVE-SUD DE QUÉBEC	1988 01 07	20, route Kennedy, Lévis
2542-3104 SOCIÉTÉ ORNITHOLOGIQUE DU HAUT-RICHELIEU	1988 01 05	Saint-Jean-sur-Richelieu
2542-5703 LE TOURNANT DU SIÈCLE, ÉDITEUR	1988 01 05	4540, Hôtel de Ville, Montréal
2542-1686 TROUPE LES FOUS DU PLEIN AIR	1988 01 05	123, boulevard Curé Labelle, Laval

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

343

LES PETITS VIOLONS INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38, partie III), il a accordé des lettres patentes, en date du 6 janvier 1988, constituant en corporation, sans capital-actions, LES PETITS VIOLONS INC. déjà constituée en corporation le 18 mars 1968 en vertu de la Loi sur les clubs de récréation.

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 10 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est dans la Communauté urbaine de Montréal, district judiciaire de Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

343

1353-9234

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1624-7488 L'ACCUEIL DU SANS-ABRI	1978 06 13	1988 01 07	des objets
2427-7600 ALTERNATIVE - CENTREGENS	1987 03 19	1988 01 07	1) des objets 2) des dispositions
2171-8622 AMITIÉ SAINT-SAUVEUR/ATACAMES	1984 07 09	1988 01 07	des objets
1511-1313 ASSOCIATION TOURISTIQUE RICHE- LIEU-RIVE- SUD INC.	1978 05 18	1988 01 06	de la dénomination sociale: ASSOCIATION TOURISTIQUE RÉ- GIONALE DE LA MONTÉRÉGIE INC.
2156-5684 AUBERGE COMMUNAUTAIRE SUD- OUEST	1983 08 24	1988 01 06	des dispositions
2535-9803 CENTRAMI	1987 06 15	1988 01 06	1) du siège social: 6664, Briand, Montréal 2) des objets 3) de la valeur des biens immobiliers
1242-8090 COMITÉ DE LA CANTINE ST-SAUVEUR	1968 01 30	1988 01 07	1) de la valeur des biens immobiliers 2) du nombre des administrateurs: 6
2311-7112 COMITÉ DES BÉNÉFICIAIRES DU MAIN- TIEN À DOMICILE DU CENTRE-SUD	1985 01 08	1988 01 07	1) de la dénomination sociale: COMITÉ BÉNÉVOLE CENTRE-SUD 2) des objets
1349-5569 LES COPAINS DU CAMPING ET DES SPORTS FAMILIAUX DE ST-HUBERT INC.	1972 04 25	1988 01 06	des dispositions
2416-7884 D-TROIS-PIERRES	1986 05 29	1988 01 07	des objets

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 21)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de chacune des corporations suivantes:

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution
2541-8617 ASSOCIATION DES ANCIENS DE CHARLE- VOIX	ASSOCIATION DES ANCIENS ET ANCIENNES DE 1987 12 09 CHARLEVOIX	
1235-0542 L'ASSOCIATION DES AUMÔNIERS D'HÔPI- TAUX DU QUÉBEC INC.	ASSOCIATION DES AGENTS DE PASTORALE 1971 04 19 DE LA SANTÉ DU QUÉBEC	
1857-1414 CENTRALE DES BIBLIOTHÈQUES INC.	SERVICES DOCUMENTAIRES MULTIMEDIA 1982 04 26 (S.D.M.) INC.	
1856-9939 CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE DE CAP-ROUGE	CLUB PATIND'ART 1982 04 23	
1352-5670 LA COMPAGNIE JEAN DUCEPPE (1975) INC.	LA COMPAGNIE JEAN DUCEPPE INC. 1974 01 18	
1505-1972 LA MAISON DU FROMAGE NO. DEUX INC.	LES DÉLICES (CAVALLARO) INC. 1976 10 01	

Dissolution — Demandes de**1840-4541 QUÉBEC INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1840-4541 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 22 janvier 1988

54626

Le président,
ROGER GRENIER

2166-9080 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2166-9080 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 19 janvier 1988

54627

Les procureurs de la compagnie,
STEIN, MONAST, PRATTE & MARSEILLE

2333-6050 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2333-6050 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Blainville, le 6 janvier 1988

54592

Le procureur de la compagnie,
DANIELLE BLANCHARD, *notaire*

2541-6462 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2541-6462 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur

général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Joseph-de-Beauce, le 22 janvier 1988

54628

Le président,
JEAN-YVES MARCOUX

A.E.I.C.S.F. ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN INFORMATIQUE DU CEGEP DE STE-FOY

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «A.E.I.C.S.F. ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN INFORMATIQUE DU CEGEP DE STE-FOY» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 20 janvier 1988

54593

Pour la compagnie,
LISE LAFRENIÈRE

ALLAIRE & TREMBLAY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ALLAIRE & TREMBLAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Marc, le 8 janvier 1988

54594

Pour la compagnie,
MARCEL ALLAIRE

A. MAZIADE & FILS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «A. MAZIADE & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Léonard, le 15 janvier 1988

54548

La secrétaire,
LILY MAZIADE

AMEUBLEMENT CHAMBLY LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AMEUBLEMENT CHAMBLY LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Chambly, le 31 décembre 1987

54629

Le président,
ROLAND VINCELETTE

CAFÉ PAQUETTE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CAFÉ PAQUETTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Plessisville, le 14 janvier 1988

54550

Le président,
GILLES PAQUETTE

ASSOCIATION CULTURELLE DE VACHON

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION CULTURELLE DE VACHON» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Hubert, le 7 décembre 1987

54549

La présidente,
ROLANDE LEBLANC

**CENTRE DE RECHERCHES
INTERDISCIPLINAIRES SAINT LUC INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES SAINT LUC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Hyacinthe, le 24 septembre 1987

54595

Le secrétaire,
PIERRE ALLARD

A TIRE D'ELLES

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «A TIRE D'ELLES» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lévis, le 25 janvier 1988

54630

La secrétaire,
LOUISE POULIN

**CLUB DE MOTONEIGE LA PÊCHE
LA PÊCHE SNOWMOBILE CLUB**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB DE MOTONEIGE LA PÊCHE—LA PÊCHE SNOWMOBILE CLUB» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Hull, le 6 janvier 1988

54596

Le procureur de la compagnie,
WILFRID ST-AMAND, notaire

BIJOUTERIE GILLES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BIJOUTERIE GILLES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Repentigny, le 15 décembre 1987

54631

Le président,
GILLES BARBIER

CLUB GIBOYEUX

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB GIBOYEUX» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 20 novembre 1987

54551

Le secrétaire,
ROGER DUFORT

COMITÉ D'AIDE AUX TRAVAILLEURS DE L'EST, SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COMITÉ D'AIDE AUX TRAVAILLEURS DE L'EST, SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 janvier 1988

54648

Le trésorier,
CLAUDE PAQUETTE

COMITÉ DES CITOYENS DE SCOTSTOWN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COMITÉ DES CITOYENS DE SCOTSTOWN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 13 janvier 1988

54632

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ COLLARD, *avocat*

COMITÉ DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES LOURDES DE L'EST, SANTÉ-SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COMITÉ DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES LOURDES DE L'EST, SANTÉ-SÉCURITÉ AU TRAVAIL» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 janvier 1988

54649

Le trésorier,
CLAUDE PAQUETTE

CONFECTIONS POUR HOMMES JEAN TALON LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONFECTIONS POUR HOMMES JEAN TALON LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 21 décembre 1987

54552

Les procureurs de la compagnie,
KANDESTIN, KUGLER & ASSOCIÉS

COUVERTURES FALARDEAU INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COUVERTURES FALARDEAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 19 janvier 1988

54633

Les procureurs de la compagnie,
STEIN, MONAST, PRATTE & MARSEILLE

CRÉATIONS MODE 419 INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CRÉATIONS MODE 419 INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rimouski, le 23 décembre 1987

54597

Le président,
ANDRÉ RACINE

DÉPANNEUR DELAUNAY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DÉPANNEUR DELAUNAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rivière-du-Loup, le 12 janvier 1988

54553

Le procureur de la compagnie,
JEAN-ROBERT TARDIF

ÉCOLE DE TENNIS DE CHÂTEAUGUAY INC.

Rimouski, le 23 décembre 1987

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉCOLE DE TENNIS DE CHÂTEAUGUAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

54599

Le président,
ANDRÉ RACINE

Châteauguay, le 18 janvier 1988

54598

L'administratrice,
JULIE LABELLE

ÉPICERIE DÉPANNEUR CALENCE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉPICERIE DÉPANNEUR CALENCE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sept-Îles, le 18 janvier 1988

54635

Le procureur de la compagnie,
MICHEL BLOUIN, *notaire*

ÉDOUARD GAUCHER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉDOUARD GAUCHER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Île Bizard, le 15 janvier 1988

54634

La secrétaire,
ALICE GAUCHER

EUGÈNE FALARDEAU LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «EUGÈNE FALARDEAU LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 19 janvier 1988

54636

Les procureurs de la compagnie,
STEIN, MONAST, PRATTE & MARSEILLE

**SISAL & RESSORTS EMPIRE INC.
EMPIRE SISAL & SPRING INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SISAL & RESSORTS EMPIRE INC.—EMPIRE SISAL & SPRING INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Hampstead, le 16 décembre 1987

54610

La secrétaire,
ESTHER GOMOLINSKI

**EXPOSITION INDUSTRIELLE &
COMMERCIALE (RIVIÈRE-DU-LOUP) INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «EXPOSITION INDUSTRIELLE & COMMERCIALE (RIVIÈRE-DU-LOUP) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rivière-du-Loup, le 12 janvier 1988

54554

Le procureur de la compagnie,
JEAN-ROBERT TARDIF

ENTREPRISES JACQUES ANDRÉ

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ENTREPRISES JACQUES ANDRÉ» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

**FONDERIES DU QUÉBEC LTÉE
QUEBEC SMELTERS LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FONDERIES DU QUÉBEC LTÉE—QUEBEC SMELTERS LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 20 janvier 1988

54650 *Les procureurs de la compagnie,*
LAVERY, O'BRIEN

Roberval, le 18 janvier 1988

54556

Le secrétaire-trésorier,
MARCEL LAROUCHE

GESTION COUTURE & PAQUET INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION COUTURE & PAQUET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lévis, le 21 décembre 1987

54557 *Le procureur de la compagnie,*
GEORGES LAFLAMME, *notaire*

FONDS DU PATRIMOINE VERCHÈRES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FONDS DU PATRIMOINE VERCHÈRES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Verchères, le 23 décembre 1987

54555 *Le secrétaire,*
ROBERT GENDRON

GESTION FISSAN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION FISSAN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 15 janvier 1988

54637 *Le procureur de la compagnie,*
JEAN PAQUIN, *notaire*

FORESCO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FORESCO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Taschereau, le 31 janvier 1988

54674 *Le secrétaire,*
GHISLAIN JOLETTE

GESTION PIERRE TRUDEL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION PIERRE TRUDEL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 19 janvier 1988

54638 *Les procureurs de la compagnie,*
BEAUMIER, RICHARD & ASSOCIÉS

GARAGE G.M.R. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GARAGE G.M.R. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

GESTION RENÉ TRUDEL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION RENÉ TRUDEL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Trois-Rivières, le 19 janvier 1988

54639 *Les procureurs de la compagnie,*
BEAUMIER, RICHARD & ASSOCIÉS

IMMEUBLES BRASSERIE LE TRAPPEUR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «IMMEUBLES BRASSERIE LE TRAPPEUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rouyn-Noranda, le 18 janvier 1988

54602 *La secrétaire,*
FLORENCE CARON

GESTION ROGER GRENIER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION ROGER GRENIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 22 janvier 1988

54640 *Le président,*
ROGER GRENIER

INVESTIBOURG INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «INVESTIBOURG INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 18 janvier 1988

54603 *Pour la compagnie,*
MICHEL GAGNON

GROUPE ORDINAIRE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GROUPE ORDINAIRE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 21 janvier 1988

54600 *Le président,*
JEAN-CLAUDE GAUVIN

KWIK-WAY MOTOR REBUILDERS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «KWIK-WAY MOTOR REBUILDERS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 14 janvier 1988

54651 *Les procureurs de la compagnie,*
MARTINEAU, WALKER

HAROLD & MAUDE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «HAROLD & MAUDE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rimouski, le 23 décembre 1987

54601 *Le président,*
ANDRÉ RACINE

LABORATOIRE & SERVICES MÉDICAUX MONT-ROYAL INC. MOUNT-ROYAL MEDICAL LABORATORY AND SERVICES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LABORATOIRE & SERVICES MÉDICAUX MONT-ROYAL INC.—MOUNT-ROYAL MEDICAL LABORATORY AND SERVICES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 15 janvier 1988

54604

Les procureurs de la compagnie,
MACKENZIE, GERVAIS

**LA CORPORATION DU CENTENAIRE
HOCQUART**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA CORPORATION DU CENTENAIRE HOCQUART» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Cyprien, le 1^{er} décembre 1987

54558

La secrétaire,
CLAUDETTE M. LEBLOND

**LE COMITÉ DE CITOYENS ESPACES VERTS
LASALLE INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LE COMITÉ DE CITOYENS ESPACES VERTS LASALLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

LaSalle, le 29 décembre 1987

54641

Le procureur de la compagnie,
ME JEAN-MARC GRENIER

LE LOISIR DE MONT SINAI

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LE LOISIR DE MONT SINAI» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal-Nord, le 19 janvier 1988

54605

Le président,
PIERRE-JEAN ALEXANDRE

LES CONSULTANTS C.I.B.E.Q. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES CONSULTANTS C.I.B.E.Q. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 22 janvier 1988

54652

Les procureurs de la compagnie,
BEAUVAIS, TRUCHON & ASSOCIÉS

LES CRÉATIONS LIETTE LAUZON INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES CRÉATIONS LIETTE LAUZON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 12 janvier 1988

54559

La présidente,
LIETTE LAUZON

LES DÉVELOPPEMENTS JU-DAN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES DÉVELOPPEMENTS JU-DAN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 19 janvier 1988

54560

Le procureur de la compagnie,
REINE OTIS, notaire

LES ENTREPRISES CLÉMENT BUREAU INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES CLÉMENT BUREAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 19 janvier 1988

54561

Le procureur de la compagnie,
ME PIERRE BÉLISLE

LES PLACEMENTS DE NOGENT INC.

Sorel, le 18 janvier 1988

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PLACEMENTS DE NOGENT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

54562

La secrétaire,
GINETTE BEAUDRY-LEMAIRE

Boucherville, le 21 janvier 1988

54606

Le procureur de la compagnie,
LÉOPOLD DEPANGHER, *notaire*

LIQUIDATION CUMMINGS ET LEBLANC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LIQUIDATION CUMMINGS ET LEBLANC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Îles-de-la-Madeleine, le 31 décembre 1987

54653

Pour la compagnie,
LISE GAUTHIER

LES PLACEMENTS GABYVON INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PLACEMENTS GABYVON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Chicoutimi, le 18 janvier 1988

54607

Le procureur de la compagnie,
CAROL GIRARD, *avocat*

MACHINES DISTRIBUTRICES LANGLOIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MACHINES DISTRIBUTRICES LANGLOIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 6 janvier 1988

54563

Le président,
YVON LANGLOIS

**LES PRODUITS DE MÉTAL R. & M. LTÉE
R. & M. METAL PRODUCTS LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PRODUITS DE MÉTAL R. & M. LTÉE—R. & M. METAL PRODUCTS LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 22 janvier 1988

54642

Les procureurs de la compagnie,
HEENAN, BLAIKIE

MAISON PREVERT LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MAISON PREVERT LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lachine, le 25 janvier 1988

54654

La présidente,
NOËLLA DUCHAINE

LES TAPIS ANGI INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES TAPIS ANGI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

MARCHÉ D. GUÉNETTE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MARCHÉ D. GUÉNETTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Antoine, le 23 décembre 1987

54608

La secrétaire,
LISE GUÉNETTE

MONTREAL TERRA COTTA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MONTREAL TERRA COTTA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 20 janvier 1988

54656

Les procureurs de la compagnie,
LAVERY, O'BRIEN

MARIE-CLAN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MARIE-CLAN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 19 janvier 1988

54564

Le procureur de la compagnie,
FRANÇOIS TURGEON, notaire

PARE CHOC & GRILLE MONTRÉAL (1975) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PARE CHOC & GRILLE MONTRÉAL (1975) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 novembre 1987

54565

Pour la compagnie,
ROGER BERGERON, C.G.A.

MENUISERIE NEPVEU INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MENUISERIE NEPVEU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-André-d'Argenteuil, le 18 janvier 1988

54609

Le vice-président,
JEAN-PIERRE NEPVEU

QUINCAILLERIE X GAGNON & FILS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «QUINCAILLERIE X GAGNON & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

La Baie, le 20 janvier 1988

54657

Le procureur de la compagnie,
GUY BRASSARD, notaire

MODULE INVESTMENTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MODULE INVESTMENTS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 21 janvier 1988

54655

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG

REVUE DE PRESSE DÉRY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «REVUE DE PRESSE DÉRY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Jonquière, le 18 décembre 1987

54566

La présidente,
MICHELLE DÉRY

R.T. REPRODUCTIONS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «R.T. REPRODUCTIONS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 20 janvier 1988

54658

Le président et secrétaire,
RENÉ THIBEAULT

Anjou, le 31 août 1987

54643

Le président,
RAYMOND MOORE

RYANVILLE REALTY LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RYANVILLE REALTY LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Ottawa, le 15 janvier 1988

54567

Le secrétaire,
G. B. CLARKE

SOCIÉTÉ SYLVICOLE DE LA HAUTE MATAWINIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOCIÉTÉ SYLVICOLE DE LA HAUTE MATAWINIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Zénon, le 6 janvier 1988

54568

Pour la compagnie,
GILLES FOREST

SOCIÉTÉ DE GESTION DESGAGNÉS (1981) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOCIÉTÉ DE GESTION DESGAGNÉS (1981) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 26 janvier 1988

54659

Le secrétaire,
SYLVAIN DUFOUR

THE BAKE SHOPPE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «THE BAKE SHOPPE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 16 janvier 1988

54569

Le président,
PLATON CHRISTOFIDIS

SOCIÉTÉ POUR LA CONSERVATION DE L'ÉNERGIE ASBESTOS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOCIÉTÉ POUR LA CONSERVATION DE L'ÉNERGIE ASBESTOS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

VINTECH ÉQUIPEMENTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «VINTECH ÉQUIPEMENTS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 8 janvier 1988

54611

Les procureurs de la compagnie,
PLANTE, DUONG & GIULIANI, *avocates*

WILSON, STEWART, FORTIER, RENNIE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «WILSON, STEWART, FORTIER, RENNIE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 décembre 1987

Les procureurs de la compagnie,
POULIOT, MERCURE

54570

Compagnies étrangères — Loi sur les**Changements**

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
2348-1211 INDUSTRIES ORTHOPÉDIQUE OTTO BOCK CANADA LTÉE	1987 08 31 de l'adresse de l'agent principal à:	1170, rue Peel, 5e étage, Montréal. de la principale place d'affaires à: 1170, rue Peel, 5e étage, Montréal.
2511-2616 VALEURS MOBILIÈRES PEMBERTON INC.	1987 12 01 de l'agent principal et son adresse à:	M. Denis S. Arcand, 1, Place Ville Marie, 21e étage, Montréal. de la principale place d'affaires à: 1, Place Ville Marie, 21e étage, Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

343

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2243-3692 ** AIR TRANSIT CF LTÉE	1987 12 23	Me Peter R.D. MacKell, Tour de la Bourse, bureau 3400, Place Victoria, Montréal	Tour de la Bourse, bureau 3400, Place Victoria, Montréal

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2613-7687 ** CORPORATION D'ÉNERGIE PLATT	1987 12 30	Système Corporatif C T (Canada) Ltée, 2535, boulevard Laurier, Sainte-Foy	2535, boulevard Laurier, Sainte-Foy
2607-2363 ** CORPORATION MULTILIS	1987 12 21	M. Martin Rochette, 505, boulevard Dorchester ouest, Montréal	505, boulevard Dorchester ouest, Montréal
2613-9410 * H.A. SIMONS LTÉE	1987 12 18	M. Alfred T. Lower, 1101, rue de Belleme, Boucherville	2001, rue Université, 6 ^e étage, Montréal
2266-5855 ** MILNE & CRAIGHEAD COURTIERS EN DOUANE (CANADA) LTÉE	1987 12 23	Me Peter R.D. MacKell, Tour de la Bourse, bureau 3400, Place Victoria, Montréal	Tour de la Bourse, bureau 3400, Place Victoria, Montréal
2612-0378 * QPX MINÉRAUX INC.	1987 12 23	Me Janet Casey, 630, boulevard Dorchester ouest, Montréal	630, boulevard Dorchester ouest, Montréal
2596-3679 ** V. & H. DE TOURDONNET LTÉE	1987 12 23	M. Vincent Guy de Tour- donnet, 4039, St-Antoine, Montréal	4039, St-Antoine, Montréal
343			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Curatelle publique — Loi sur la

Succession Brenda Rickert

Succession de Brenda Rickert, en son vivant du 8400, Birnam, Montréal, décédée le 16 novembre 1986.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse

ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

54586

Succession Charles Gentil

Succession de Charles Gentil, en son vivant du 201, rue Garneau, Joliette, décédé le 9 janvier 1982.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

54587

Succession Charles-Emmet Martin

Succession de Charles-Emmet Martin, en son vivant du 1525, Guyenne, appartement 1124, Québec, décédé le 19 juillet 1986.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

54588

Succession Ilona Goldstein

Succession de Ilona Goldstein, en son vivant du Maimonides Hospital Geriatric Center, 5795, avenue Caldwell, Montréal, décédée le 20 février 1987.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur

d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

54589

Succession Lyne Tessier

Succession de Lyne Tessier, en son vivant du 9030, des Merisiers, Sainte-Gertrude, décédée le 6 mai 1987.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

54590

Succession Michel Ruest

Succession de Michel Ruest, en son vivant du 48, rue des Merles, Blainville, décédé le 11 avril 1987.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

54591

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE CHAMBORD JEANNE- MANCE	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE CHAMBORD	1988 01 19
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PÉTROLIÈRE CS 1987 1987 CS PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIÈRE PÉTROLIÈRE CS 1987 1987 CS PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1988 01 11
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PÉTROLIÈRE PASSBURG 1988 PASSBURG 1988 PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIÈRE LACANA 1987 1987 LACANA MINERAL PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1988 01 11
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMCOM 87 SIMCOM 87, LIMITED PARTNERSHIP	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 986-FILM V 986-FILM V AND COMPANY, LIMITED	1988 01 05

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé la nature de ses affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PÉTROLIÈRE PASSBURG 1988 PASSBURG 1988 PETROLEUM PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	Souscrire à des actions accréditives de compagnies de ressources	1988 01 14

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé la nature de ses affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
FONDS DE RECHERCHE AÉROLIFT 1987, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AEROLIFT RESEARCH 1987 AND COMPANY LIMITED	La commandite a pour objet: de réaliser, au moyen de techniques de recherche scientifique et d'une technologie très spécialisée, l'avant-projet d'un prototype de cyclo-crane pour utilisation à des fins commerciales; de recueillir les fonds nécessaires à la recherche et au développement; d'entreprendre toute autre activité afférente aux précédentes.	1987 12 33

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Changement de leur établissement principal

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de leur établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FOTOPLUS	3500, boul. de Maisonnette Ouest, 2, place Alexis-Nihon, Montréal, QC, H3Z 1Y3	1988 01 19
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PREMIÈRE	1050, boul. René-Levesque Est, bureau 200, Montréal, QC, H2L 2L6	1988 01 14
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAINT-LAMBERT	1425, Dorchester Ouest, local 1100, Montréal, QC, H3G 1T7	1988 01 07
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMCOM 87 SIMCOM 87 LIMITED PARTNERSHIP	1001, boul. de Maisonnette Ouest, local 1400, Montréal, QC, H3A 3C8	1988 01 05

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LES INVESTISSEMENTS AIGRETTE INC.	1988 01 14	232, Longueuil, St-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 6P4

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire d'Iberville,
PIERRE VAILLANCOURT*

344

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
ALBIG, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 01 13	5700, avenue Rembrandt bureau PH2 Côte Saint-Luc, QC H4W 3E6
BERCOR, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 01 19	5700, avenue Rembrandt bureau PH2 Côte Saint-Luc, QC H4W 3E6
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HÔTEL CARREFOUR JEANNOIS	1988 01 15	1221, Saint-Dominique Roberval, QC
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE INDUSTRIEL HORIZON 1988 INDUSTRIAL HORIZON PARTNERSHIP 1988	1988 01 13	1, place Ville-Marie 40 ^e étage Montréal H3B 4M4
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE CHAMBORD ENR.	1988 01 14	1200, avenue du Collège McGill bureau 1100 Montréal, QC H3B 4G7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ASSOCIÉS DU 4200 ST-LAURENT 4200 ST-LAURENT ASSOCIATES AND COMPANY, LIMITED	1988 01 18	1170, rue Peel 8 ^e étage Montréal, QC H3B 4P2

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
HABITATIONS TRACY 4000, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE »	1988 01 19	4001, Crémazie Est, 1 ^{er} étage Montréal, QC, H1Z 2L2
344		<i>Le protonotaire de la Cour supérieure, GUY CHAMPAGNE</i>

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE DUCHARME	1987 12 29	198, boul. Labelle, local 202, Sainte-Thérèse, QC, J7E 2X5
344		<i>Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Terrebonne, MICHEL ROULEAU, tech. en droit</i>

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LYON LAKE 1988	1988 01 13	Rouyn-Noranda
344		<i>Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure, district judiciaire de Rouyn-Noranda, SYLVIE BONNEAU</i>

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a remplacé ou ajouté un ou des commandités:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAINT-LAMBERT	2526-4672 QUÉBEC INC.	ADMINISTRATION VILLENEUVE INC.	1988 01 07

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Commanditaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont apporté des modifications en ce qui a trait aux commanditaires:

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BINO FABULE	388, rue Saint-Jacques bureau 600 Montréal, QC H2Y 1S1	88 01 07
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JYNA	1, Place Ville-Marie bureau 3725 Montréal, QC H3B 3P4	88 01 06
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES SOLEILS	4060, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 600 Montréal, QC H3Z 2Z3	88 01 14
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PREMIÈRE	1050, boulevard René-Lévesque Est, bureau 200 Montréal, QC H2L 2L6	88 01 14
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMCOM 87 SIMCOM 87 LIMITED PARTNERSHIP	1001, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 1400 Montréal, QC H3A 3C8	88 01 05
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SUMMUM	388, rue Saint-Jacques, bureau 600 Montréal, QC H2Y 1S1	88 01 13

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAINT-LAMBERT	1425, boul. Dorchester Ouest, bureau 1100 Montréal, QC H3G 1T7	88 01 07

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

344

Liquidation des compagnies — Loi sur la

Club de golf de l'Auberge de Sutton Inc.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que la corporation « Club de Golf de l'Auberge de Sutton Inc. » constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, en date du 1966 09 13, avec siège social à Sutton, a été dissoute, le 1988 01 06, en vertu de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1207-1429*

343

Désencrage Cascades Inc.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que lors d'une assemblée des actionnaires, « DÉSENCRAGE CASCADES INC. » tenue à Kingsey Falls, le 28 décembre 1987, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies et de la Loi sur la liquidation des compagnies, et que MM. André Belzile et Michael Provencher, du 404, Marie-Victorin, Kingsey Falls ont été nommés liquidateurs.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2161-0316*

54579

Loi électorale

Directeurs du scrutin suppléants

Le directeur des élections donne l'avis suivant, conformément à la Loi électorale.

Conformément aux dispositions de l'article 37 de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.2), je donne avis que j'ai nommé les personnes suivantes pour remplir la fonction de directeur(trice) du scrutin suppléant(e) à compter du 21 janvier 1988.

Circonscription électorale	Nom, prénom	Profession	Domicile
Champlain	Madore, Jacques	Esthéticien	3136, rue de Francheville, Trois-Rivières
Charlesbourg	Verreault, Gaston	Premier technicien	4700, 7 ^e Avenue ouest, appartement 6, Charlesbourg
Jeanne-Mance	Cantin-Roy, Anita	—	5695, rue Fadette, Saint-Léonard
Robert-Baldwin	Scherer, Suzanne	—	5181, rue Versailles, Pierrefonds

Circonscription électorale	Nom, prénom	Profession	Domicile
Rousseau	Tessier, Yvon	Recherchiste	356, rue Bélair, Sainte-Sophie
Saguenay	Asselin, Jacqueline	Infirmière	2456, boulevard Manicouagan, Hauterive
Sainte-Anne	Guérin, Pierre	Éducateur sexologue	689, rue Shearer, Montréal
Sauvé	Roussin, Richard	Consultant	10956, avenue Parc-Georges, Montréal-Nord

*Le directeur général des élections et
président de la Commission de la
représentation électorale,*

PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.

346

Financement des partis politiques

Le directeur des élections donne les avis suivants, conformément à la Loi électorale.

Le Financement public des partis politiques (articles 358 à 364)

État sommaire du montant versé au représentant officiel du Parti québécois, monsieur André J. Bélanger, pour la période du 1^{er} au 31 décembre 1987.

1. Frais d'administration	34 413,50 \$
2. Frais de diffusion du programme politique	0 \$
3. Frais pour coordonner l'action politique des membres	3 685,59 \$
Total:	<u>38 099,09 \$</u>

*Le directeur général des élections et
président de la Commission
de la représentation électorale,*

PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.

Remplacement d'un représentant officiel, article 324 de la Loi électorale

Dénomination de l'instance	Nom du représentant officiel précédent	Nom du nouveau représentant officiel
Instance du Parti libéral du Québec de la circonscription électorale de:		
Lafontaine	Mme Dominique Guillette	Mme Lyne Bigeault
Instance du Parti québécois de la circonscription électorale de:		
Anjou	Guy Berthelet	Stéphane Tobin
Bertrand	René Lavallée	André Barrette

Dénomination de l'instance	Nom du représentant officiel précédent	Nom du nouveau représentant officiel
La Peltrie	Gérard Lahaie	Jean-Guy Hamel
Lotbinière	Lucille D. Moreau	Jean-Guy Paré
Nelligan	Van Hao Nguyen	Marie-Josée Boucher
Saint-Jacques	Gérard Pezet	Yvon Charette

Sainte-Foy, le 20 janvier 1988

*Le directeur général des élections et
président de la Commission
de la représentation électorale,
PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.*

346

Ministères — Avis concernant les

Industrie et du Commerce

Heures d'affaires

Ephry's Imp.

Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie et du Commerce donne avis, conformément à l'article 5.3 de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., c. H-2), qu'il autorise l'établissement commercial suivant: Ephry's Imp. situé au 85, Sainte-Catherine Est à exercer ses activités le dimanche s'il est fermé le vendredi à compter du coucher du soleil et le samedi toute la journée et si, à chaque jour d'ouverture, il n'y a jamais plus de trois personnes en même temps pour en assurer le fonctionnement et ce à compter de la date du présent avis d'autorisation. Cette autorisation est pour une durée de deux ans.

Québec, le 17 décembre 1987

*Le ministre de l'Industrie
et du Commerce,
DANIEL JOHNSON*

345

Proclamations

[L.S.] J. GILLES LAMONTAGNE
Gouvernement
du Québec

Proclamation

CONCERNANT l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Buckingham sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Buckingham, comme si ces deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 22 décembre 1987, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 1965-87.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le Conseil municipal de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus a adopté le Règlement numéro 288 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Buckingham.

Conformément à l'article 4 de cette loi, le Conseil municipal de la ville de Buckingham, par son Règle-

ment numéro 1987-13, a concouru dans la teneur du règlement adopté par le Conseil municipal de la municipalité de Notre-Dame-du-Laus.

Conformément à l'article 7 de cette même loi, le gouvernement a approuvé ces règlements et émet la présente proclamation.

Québec, le 22 décembre 1987

*Le sous-procureur général
par intérim,
JEAN ALARIE*

Libro: 508
Folio: 165

344

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publié conformément à l'article 24 du Règlement d'application concernant la Loi sur l'assurance-maladie du Québec (R.R.Q., 1981, c. A-29, r. 1).

La liste cumulative par région des noms et adresses d'affaires de tous ces professionnels de la santé a été publiée dans l'édition du 2 janvier 1988.

Professionnels désengagés	Date effective du désengagement	Date effective de la fin du désengagement
Dentistes		
<i>Région de Montréal</i>		
Lavigne, Gilles, 510, Stuart, Lachute, QC, J8H 1B8	88 01 20	
Médecins omnipraticiens		
<i>Région de Montréal</i>		
Pigeon, Marie-Andrée, 5750, boulevard Guoin Ouest, Montréal, QC, H4J 1E1	87 10 30	
Robillard, Eugène, 5577, avenue Woodbury, Montréal, QC, H3T 1S6	76 08 29	87 01 10
Williams, Joan A., 1538, Sherbrooke Ouest, local 919, Montréal, QC, H3G 1L5	87 02 20	
Médecins spécialistes		
<i>Région de Montréal</i>		
Blanchard, Guy-A., 94, Henri-Bourassa Est, Montréal, QC, H3L 1B5	87 05 06	
Cadioux, Jean-Paul, 2836, Aram, C.P. 145, Sainte-Julienne, QC, JOK 2T0	87 02 28	
Camirand, André, 1506, Docteur-Penfield, Montréal, QC, H3G 1B9	87 03 05	
Taché, C.-Robert, 156, croissant Spring Grove, Outremont, QC, H2V 3J2	87 06 27	

Professionnels désengagés	Date effective du désengagement	Date effective de la fin du désengagement
Dentistes		
<i>Région de Montréal</i>		
Aubré, Normand, 5124, Chabot, Montréal, QC, H2H 1Y8	87 10 14	
Brien, Normand, C.P. 6209, succursale A, Montréal, QC, H3C 3T9	78 11 04	87 09 08
Gagnon, Roger Wilford, 1396, Sainte-Catherine Ouest, Montréal, QC, H3G 1P9	78 10 29	87 08 17
Kennedy, Duncan J., 6717, Trans-Canada, Pointe-Claire, QC, H9R 1C4	74 08 17	87 08 17
Lamontagne, Pierre, 3640, University, département Dent., Montréal, QC, H3A 2B2	87 10 20	
Macfie, Robert A., 1117, Sainte-Catherine Ouest, Montréal, QC, H3B 1H9	78 11 15	87 04 30
Marchand, Jacques P., 5836, Sherbrooke Ouest, Montréal, QC, H4A 1X3	78 10 29	87 04 12
McDuff, Georges, 503, Hall, Verdun, QC, H3E 1H3	87 03 27	
Robichaud, Médéric, C.P. 6209, Montréal, QC, H3C 3T9	78 10 29	87 01 06
Solomon, Nathaniel, 1255, University, local 304, Montréal, QC, H3B 3B4	78 10 29	87 04 30
<i>Région des Cantons de l'Est</i>		
Boudreau, Gérard, 142, King Est, Sherbrooke, QC, J1G 1A4	78 03 19	86 08 31
Lemay, Jules E. III, 1855, boul. Portland, Sherbrooke, QC, J1J 3V7	87 11 25	

53654

Services de santé et les services sociaux — Loi sur les

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE L'AQUILON

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 janvier 1988, à la corporation « CENTRE LOCAL DES SERVICES COMMUNAUTAIRES DE L'AQUILON ».

Modifiant les lettres patentes.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2171-5057

343

Sociétés de prêts et de placements — Loi sur les

Tifco (Canada) Inc.

Avis est, par les présentes donné, qu'un permis a été émis à Tifco (Canada) Inc. par l'inspecteur général des

institutions financières, le 4 décembre 1987, l'autorisant à faire affaires dans la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements.

Montréal, le 8 janvier 1988

54516-5-4

L'agent principal,
THOMAS R. M. DAVIS

Syndicats professionnels — Loi sur les

ASSOCIATION DES EMPLOYÉS D'ALEX COULOMBE LTÉE

La formation d'une association sous le nom de « ASSOCIATION DES EMPLOYÉS D'ALEX COULOMBE LTÉE », pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée en date du 6 janvier 1988.

Le siège principal de l'association est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

54580

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2542-2643

Ventes par licitation

Montréal

Ordonnance et vente immobilière par licitation
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-006714-867

DA^ME VIRGINIA PONCELLI, partie demanderesse, contre LOUIS APPONI, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

Conformément à un jugement rendu par le protonotaire spécial du district de Montréal, Me Odette CORDEAU, daté du 18 mars 1987, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant:

« Un emplacement ayant front sur la Septième Avenue, en la cité de Saint-Michel, et composé:

1. Du lot numéro trente de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342-92-30) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de vingt-quatre pieds, mesures anglaises et plus ou moins;

2. Du lot numéro cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342-171) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quarante-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (45,5 pi) mesures anglaises et plus ou moins;

Avec une maison dessus érigée, portant les numéros d'immeubles 8829 et 8831, de ladite Septième Avenue, en la cité de Saint-Michel, et dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens, ayant été ainsi construits.

Sujet à une servitude de droit de vue créée dans un acte de prêt exécuté devant le notaire Jean Guillet, le quatorzième jour d'octobre mil neuf cent soixante (1960) et dont copie a été enregistrée à Montréal sous le no 1501022.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits inhérents, servitudes y attachées sans exception ni réserve.»

La mise à prix est fixée à 23 948,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adju-

dicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le ONZIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 28 janvier 1988

54619

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000032-871
760-02-001571-855

BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Toronto et un bureau principal au 1155, boulevard Dorchester Ouest, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre JACQUES OUELLETTE, domicilié et résidant au 170, rue Leroux, Les Cèdres, district de Beauharnois, partie défenderesse.

Un emplacement situé dans la municipalité du village de Les Cèdres, connu et désigné au cadastre officiel du village incorporé de Soulanges, division d'enregistrement de Soulanges comme étant composé des lots suivants:

a) le lot numéro cent quatre-vingt-treize (no 193), contenant une superficie de trois mille sept cent quatre-vingt-trois pieds carrés (3 783 pi²);

b) le lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (no 194), contenant une superficie de trois mille sept cent quatre-vingt-cinq pieds carrés (3 785 pi²);

c) une partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (ptie 195); lot de figure irrégulière, borné au nord par le

lot 1984, à l'est par une partie du lot 188, au sud par le résidu du lot 195, à l'ouest par la rue Saint-Thomas, sans numéro de cadastre; mesurant dans sa ligne nord soixante-dix-huit pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied (78,85 pi) selon mesures et occupation et quatre-vingt-six pieds et trois dixièmes de pied (86,3 pi) selon cadastre, dans sa ligne est vingt et un pieds et cinq dixièmes de pied (21,5 pi), dans sa ligne sud soixante-dix-huit pieds et quatre-vingt-treize centièmes de pied (78,93 pi), dans sa ligne ouest dix-sept pieds et cinq dixièmes de pied (17,5 pi); contenant une superficie de mille cinq cent trente-huit pieds carrés (1 538 pi²).

La mise à prix est fixée à 3 723,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudication devra verser, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, Vaudreuil, le QUINZIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Ladite vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains.

Le shérif adjoint,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 15 janvier 1988

54581

Frontenac

Avis de vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Frontenac
No 200-05-000923-875
S. 235-18-000014-872

OFFICE DES PRODUCTEURS DE BOIS DE LA RÉGION DE QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant un bureau au 1831, boulevard Hamel, Québec, district de Québec, partie demanderesse, contre **LES PRODUITS B.E.M. INC.**, corporation légalement constituée ayant un bureau au 4022, route 112, East-Broughton, comté de Beauce, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** du bureau d'enregistrement de Thetford, mis en cause.

« Un morceau de terrain faisant partie du lot numéro seize D (ptie de 16-D), faisant partie du lot numéro seize C (ptie de 16-C) et faisant partie du lot numéro seize B (ptie de 16-B), le tout dans le cadastre officiel du Quatrième Rang du canton de Broughton, dont les mesures et les bornes sont les suivantes, savoir:

En partant du coin est de la propriété acquise par l'acquéreur de par l'acte enregistré à Beauce sous le numéro 358647, de là, en se dirigeant vers le nord-ouest en suivant le côté nord-est de ladite propriété jusqu'au coin nord de cette dernière, de là, en se dirigeant vers le sud-ouest en suivant le côté nord-ouest de ce qui fut ainsi acquis de par ledit acte enregistré sous ledit numéro 358647 et ce, jusqu'au point d'intersection de la rive nord-est du ruisseau et de ladite ligne nord-ouest de ce qui fut ainsi acquis de par ledit acte enregistré sous le numéro 358647, de là, en se dirigeant vers le nord-ouest-nord, puis vers le nord en suivant les sinuosités de ladite rive nord-est dudit ruisseau jusqu'au point de rencontre de ladite rive nord-est dudit ruisseau et de la clôture du côté sud-est du terrain du chemin de fer du Québec Central, de là, en se dirigeant vers le nord-est en suivant ladite clôture dudit côté sud-est du terrain du chemin de fer du Québec Central et ce, sur une distance de trente pieds (30 pi), de là, en se dirigeant vers le sud-est en ligne droite sur le prolongement (dans la même direction) de la ligne sud-ouest de ce qui fut loué à Les Routiers Marco G.P.M. Inc. de par l'acte enregistré à Beauce sous le numéro 345735, puis en longeant ladite ligne sud-ouest de ce qui fut ainsi loué à Les Routiers Marco G.P.M. Inc. de par ledit acte enregistré sous ledit numéro 345735 et ce jusqu'à un point qui, sur ladite ligne sud-ouest de ce qui fut ainsi loué, est situé à vingt pieds (20 pi) au nord-ouest du point de rencontre de la ligne nord-ouest de la route 112 et du côté sud-ouest de ce qui fut ainsi loué (distance prise dans la même direction que ladite ligne sud-ouest de ce qui fut ainsi loué), de là, en se dirigeant vers le sud-ouest en ligne droite parallèlement au côté nord-ouest de la route 112 et ce, sur une distance de trente pieds (30 pi) jusqu'au point de départ.

Borné, le morceau de terrain par les présentes vendu, dans ses lignes sud-est, partie par Express Marco Inc. sur partie de seize D (ptie de 16-D) dudit cadastre, partie par l'acquéreur sur ce qu'il acheta de par ledit acte enregistré sous ledit numéro 358647, dans ses lignes sud-ouest partie par ce que l'acquéreur acheta de par ledit acte enregistré sous ledit numéro 358647 et partie par Express Marco Inc. sur partie de seize C et de seize B (ptie de 16-C et 16-B) dudit cadastre, à l'ouest par Express Marco Inc. sur partie de seize B (ptie de 16-B) dudit cadastre, au nord-ouest partie par Express Marco Inc. sur partie de seize B (ptie de 16-B) dudit cadastre et partie par la clôture du côté sud-est du

chemin de fer du Québec Central et au nord-est par Express Marco Inc. sur partie de seize B (ptie de 16-B) dudit cadastre, sur partie de seize C (ptie de 16-C) dudit cadastre et partie de seize D (ptie de 16-D) dudit cadastre.

Pour se conformer aux descriptions de l'article 2168 du Code civil, il est mentionné que le morceau de terrain par les présentes vendu comprend: toute cette partie du lot numéro seize D (ptie de 16-D) du rang Quatre du canton de Broughton borné au sud-est par Express Marco Inc. sur partie de seize D (ptie de 16-D) dudit cadastre, au sud-ouest par l'acquéreur sur partie de seize D (ptie de 16-D) dudit cadastre, au nord-ouest par la partie du lot seize C (ptie de 16-C) décrite en l'alinéa suivant et au nord-est par Express Marco Inc. sur partie de seize D (ptie de 16-D) dudit cadastre; toute cette partie du lot numéro seize C (ptie de 16-C) du rang Quatre du canton de Broughton, bornée au sud-est partie par la partie du lot seize D (ptie de 16-D) décrite en l'alinéa précédent et partie par ce que l'acquéreur acheta de par ledit acte enregistré à Beauce sous ledit numéro 358647, au sud-ouest par Express Marco Inc. sur partie de seize C (ptie de 16-C) dudit cadastre, au nord-ouest par la partie du lot seize B (ptie de 16-B) décrite en l'alinéa suivant et au nord-est par Express Marco Inc. sur partie de seize C (ptie de 16-C) dudit cadastre; toute cette partie du lot numéro seize B (ptie de 16-B) du rang Quatre du canton de Broughton bornée au sud-est par la partie du lot seize C (ptie de 16-C) décrite en l'alinéa précédent, au sud-ouest et à l'ouest par Express Marco Inc. sur partie de seize B (ptie de 16-B) dudit cadastre, au nord-ouest partie par Express Marco Inc. sur partie de seize B (ptie de 16-B) dudit cadastre et partie par le terrain du chemin de fer du Québec Central et au nord-est par Express Marco Inc. sur partie de seize B (ptie de 16-B) dudit cadastre.

Le tout situé dans la municipalité de la paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus, circonstances et dépendances et sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit. »

La mise à prix est fixée à vingt-quatre mille quatre cent quinze dollars et soixante-quinze cents (24 415,75 \$), soit vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation des immeubles portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant que l'adjudicataire devra verser au shérif du district de Frontenac, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Beauce, 111, 107^e Rue de la Station, Beauce-

ville-Est, le NEUVIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Le shérif,
CLAUDE RANCOURT

Bureau du shérif

Cour supérieure

Thetford Mines, le 20 janvier 1988

54582

Gaspé

Ordonnance de saisie et vente immobilière

Canada — Province de Québec

Cour fédérale

Nos 110-18-000009-877

110-05-000159-869

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, partie demanderesse, contre LES PRODUITS FORESTIERS CAP AU RENARD INC., Cap-au-Renard, partie défenderesse.

« Un premier immeuble sis et situé en la municipalité de Cap-au-Renard, comté de Matane, connu et désigné comme étant toute la subdivision trois du lot originaire vingt-deux A (22-A-3) pour le rang 1 du cadastre officiel et révisé du canton de Christie, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts; avec toute bâtisse dessus construite, ses circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudication devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Gaspé, conformément à l'article 670^e du C.P.C., est fixé à la somme de 4 032,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

« Un autre immeuble connu et désigné comme étant une partie non subdivisée du lot neuf (ptie 9) pour le rang 1 du cadastre officiel et révisé du canton de Christie, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, tel terrain étant sans mesure précise tout en contenant l'étendue de terre sise entre les bornes ci-après, à savoir: au nord-ouest partie par la nouvelle emprise de la route 132 et partie par l'ancienne emprise

de cette route. La nouvelle emprise étant déterminée à l'acte enregistré sous le numéro 44591 au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts; au nord-est par une partie du lot 10-1 et par une partie du lot 10-2, au sud-est par le rang 2, au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 8; sans bâtisse dessus construite. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Gaspé, conformément à l'article 670e du C.P.C., est fixé à la somme de 327,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
JOCELYNE CÔTÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 18 janvier 1988

54620

l'est par le lot 21-C-1, vers le sud par le lot 21-B-2, vers l'ouest par le lot 21-B-3; avec toute bâtisse dessus construite, ses circonstances et dépendances avec y compris en outre les droits de propriété et autres à la fontaine construite avec la permission verbale de monsieur Joachim Marin sur le lot 21-B-2, rang 1, canton de Christie. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Gaspé, conformément à l'article 670e du C.P.C., est fixé à la somme de 3 129,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
JOCELYNE CÔTÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 18 janvier 1987

54621

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Gaspé
Nos 110-05-000159-869
110-18-000019-876

BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les Banques, ayant son siège social à Montréal et une succursale au 315, avenue Saint-Jérôme, Matane, district de Rimouski, partie demanderesse, contre LES PRODUITS FORESTIERS CAP AU RENARD INC., corporation légalement constituée, avec un bureau à Cap-au-Renard, district de Gaspé et BERNARD VALLÉE, domicilié et résidant à Cap-au-Renard, district de Gaspé, partie défenderesse.

« Un immeuble sis et situé en la municipalité de Cap-au-Renard, connu et désigné comme étant toute la subdivision quatre du lot originaire vingt et un B (21-B-4) pour le rang 1 du cadastre officiel et révisé du canton de Christie. Tel terrain mesurant, mesures anglaises, cent pieds (100 pi) vers le nord et vers le sud, cent sept pieds (107 pi) vers l'est et cent vingt-trois pieds (123 pi) vers l'ouest. Ledit terrain étant borné comme suit: vers le nord par le boulevard Perron, vers

Iberville

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
Nos 500-02-019461-842
755-18-000001-884

LA CAISSE POPULAIRE LAJEUNESSE, société ayant son siège social au 9390, Lajeunesse, Montréal, QC, H2M 1S4, partie demanderesse, contre ÉCOLE DE CONDUITE MOTO MONTRÉAL INC., et ADOLPHE LAGACÉ, résidant et domicilié au 275, rue France, Saint-Luc, QC, et FRANÇOIS PRÉVOST, parties défenderesses.

« Un emplacement situé dans la municipalité de Saint-Luc, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-197) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Luc, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro d'immeuble 275, rue France, Saint-Luc, province de Québec. »

Évaluation municipale: 42 200,00 \$.

Le montant que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 19 201,00 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, le NEUVIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif,
ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif
Cour provinciale
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 12 janvier 1988 54584

Bref de Fieri Facias

Canada — Province de Québec
Cour fédérale du Canada — District de Montréal
Nos ITA 503-87
755-18-003-872

REVENU CANADA, IMPÔT, 5245, boulevard Cousineau, local 200, Saint-Hubert, QC, partie demanderesse, contre M. ROSAIRE BRULOTTE, 119, 1^{re} Rue, Saint-Blaise, QC, partie défenderesse.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire quinze (15-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean, division d'enregistrement de Saint-Jean; avec bâtisses y érigées. Tel que le tout se trouve actuellement avec des servitudes actives et passives, apparentes ou occultes se rattachant audit immeuble.

Évaluation municipale: 35 600,00 \$.

Le montant que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 9 879,00 \$, compte tenu de facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean, QC, le NEUVIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

Le shérif,
ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif
Cour fédérale du Canada
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 11 janvier 1988 54583

Joliette

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000107-865
705-18-000002-887

LA CAISSE POPULAIRE DE ST-ALPHONSE-DE-RODRIGUEZ, corps politique légalement constitué, ayant un bureau au 99, avenue de la Plage, Saint-Alphonse-de-Rodriguez, district de Joliette, partie demanderesse, contre SERGE RIEL, domicilié et demeurant au 3400, rue Gertrude, Verdun, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Alphonse-de-Rodriguez, connu et désigné comme étant les subdivisions deux cent soixante-quatre, deux cent soixante-cinq et deux cent soixante-six du lot originaire numéro dix-neuf (19-2644, 19-265 et 19-266) du Troisième Rang du canton de Cathcart, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Rodriguez, division d'enregistrement de Joliette; avec une maison ci-dessus construite portant le numéro d'immeuble 360, rue Pelletier, Saint-Alphonse-de-Rodriguez. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives attachées audit immeuble. »

Sous réserve du droit de rétentio prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670^e du Code de procédure civile est fixé à la somme de 1 191,80 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 577, rue Notre-Dame, Joliette, le MARDI HUITIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 22 janvier 1988

54666

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000296-866
705-18-000003-885

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Caisse Populaire Saint-Vincent-de-Paul, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100, place J.-Eudes-Blanchard à Saint-Vincent-de-Paul, Laval, QC, partie demanderesse, contre ENTREPRISES HORTICOLES PEREL INC., corporation légalement constituée ayant son siège social au 2639, rang Saint-Jacques, Saint-Jacques, QC, J0K 2R0, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Une terre située dans la paroisse de Saint-Jacques, connue et désignée comme étant le lot originaire numéro trois cent trente-trois (No 333) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, division d'enregistrement de Montcalm. Mesurant deux (2) arpents de largeur sur trente (30) arpents de profondeur, plus ou moins. À distraire cependant dudit lot, une partie bornée en front par le chemin public (rang Saint-Jacques), en profondeur par un cours d'eau, d'un côté par le lot 334 et de l'autre côté par le surplus du lot 333, laquelle partie ayant une contenance de cent cinquante pieds (150 pi) de largeur, mesure française, sur environ deux cents pieds (200 pi) de profondeur. Avec toutes les bâtisses érigées sur cetteditte partie distraite.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tous les biens meubles fixés en permanence audit immeuble et nécessaires à l'exploitation de la ferme, notamment et non limitativement, le système de réfrigération de l'entrepôt et tout l'équipement de serres; lesdits biens meubles étant considérés comme faisant partie intégrante de l'immeuble offert en garantie.

Tel que tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement avec une servitude en faveur de Gatineau Power enregistrée à Montcalm sous le numéro 62489. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670^e du Code de procédure civile est fixé à

44 472,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le MERCREDI NEUVIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 22 janvier 1988

54667

Mingan

Bref de saisie-exécution immobilière amendé
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Mingan
No 650-05-092-875
S. 650-18-000030-878

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 690, Laure, local 12, Sept-Îles, district de Mingan, partie demanderesse, contre CAMPING GALLIX INC., compagnie légalement constituée selon les lois de la province de Québec, avec siège social au 235, Kégaska, Sept-Îles, partie défenderesse.

« Un terrain connu et désigné comme étant la subdivision deux du lot originaire cinq du rang Trois (lot 5-2, rg III), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Le Neuf, division d'enregistrement de Saguenay; et un autre terrain connu et désigné comme étant la subdivision quinze du lot originaire six du rang Trois (lot 6-15, rg III), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Le Neuf, division d'enregistrement de Saguenay; le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, situées au 4125, rue Marguerite, Gallix. »

Conformément à l'article 688 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, est de 6 815,50 \$. Ce montant est fixé par le shérif et doit être égal à 25 % de l'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, 425, boulevard Laure, Sept-Îles, le MARDI HUITIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Sept-Îles, le 19 janvier 1988

L'officier du shérif,
JEAN TRUCHON

Truchon & Truchon, huissiers
724, rue Bourgeois, local 2
Sept-Îles, QC
Tél.: (418) 962-4966

54585

Montmagny

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montmagny
Nos 300-04-000022-877
300-18-000007-878

LISE HATTOTE, domiciliée et résidant au 51, rue Langlois, Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet et district de Montmagny, G0R 3G0, demanderesse, contre HUGUES CHOUNARD, domicilié et résidant au 10, avenue de Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet et district de Montmagny, G0R 3G0, défendeur.

« Un terrain situé dans la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, connu et désigné comme étant composé d'une partie des lots originaires cent soixante-neuf, cent soixante-dix et cent soixante-dix-sept (ptie 169, ptie 170 et ptie 177) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, division d'enregistrement de L'Islet; de figure irrégulière, mesurant une longueur de quarante pieds et cinq dixièmes (40,5 pi) dans son côté sud-est le long de la route 132 actuelle (ancienne route 2), une longueur de quarante-neuf pieds et un dixième (49,1 pi) dans son côté nord-est, des longueurs de quarante-deux pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (42,85 pi) et vingt-six pieds et neuf dixièmes (26,9 pi) dans ses côtés nord-ouest, et des longueurs d'environ dix pieds (10 pi) et de quatre-vingt-six pieds (86 pi) dans ses côtés sud-ouest, le tout mesures anglaises. Ledit terrain étant borné vers le sud-est par ladite route 132 actuelle (ancienne route 2), vers le nord-est par une autre partie desdits lots 170 et 169, appartenant à Bernard Leclerc ou représentants, vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 169, appartenant à Bernard Leclerc ou représentants et vers le sud-ouest par une autre partie desdits lots 177 et 170, appartenant à la corporation municipale du comté de L'Islet; avec bâtisses dessus construites, circonstances

et dépendances, cesdites bâtisses comprenant celles abritant la résidence personnelle et le commerce de bijouterie du vendeur. »

La mise à prix est fixée à 15 320,25 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réelle, 0,99, que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Islet, 34, rue Fortin, Saint-Jean-Port-Joli, le MARDI HUITIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GEMMA NICOLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montmagny, le 1^{er} février 1988

54622

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-004632-871

COMPAGNIE MONTRÉAL TRUST, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1, place Ville-Marie, 11^e étage, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre 143977 CANADA INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social et son bureau principal au 3188, rue Masson, ville et district de Montréal, et GABRIEL BITTON, homme d'affaires, domicilié et résidant au 11, rue Harland, Hampstead dans le district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

Le lot 51 de la municipalité de la paroisse de Montréal ci-après décrit:

« Un terrain donnant sur le boulevard Décarie à Montréal, désigné, sur le cadastre de la paroisse de Montréal, comme étant la partie sud-ouest de la subdivision numéro soixante-huit du lot originaire numéro cinquante et un (51 - p. S.-O. 68). Ce terrain a vingt-cinq pieds (25 pi) de largeur sur ses limites nord-est et sud-ouest, et quatre-vingt-cinq pieds (85 pi) de profondeur sur ses limites nord-ouest et sud-est, mesures anglaises et plus ou moins. Il est borné comme suit: au nord-est par la partie restante du lot numéro 51-68 du même cadastre, laquelle a été expropriée en vue d'élar-

gir le boulevard Décarie; d'un côté, au sud-est, par une partie du lot numéro 51-69, même cadastre; à l'arrière, au sud-ouest, par une partie du lot numéro 51-73, même cadastre; au nord-ouest par une partie du lot numéro 51-67, même cadastre.

Avec tous les bâtiments qui s'y trouvent, portant les numéros 6656 et 6660 du boulevard Décarie.

En l'état où l'immeuble se trouve actuellement, sans exception ni réserve, et avec toutes les servitudes, apparentes ou non, existant à son profit ou à sa charge, notamment le droit de passage, d'exercice commun, sur la ruelle à l'arrière.

Le tout est décrit sur un certificat de localisation dressé par Laurent-C. Farand, arpenteur-géomètre, le 19 février 1981 (sa minute numéro 13755). »

La mise à prix est fixée à 183 205,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le DIX-HUITIÈME jour de MARS 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 22 janvier 1987 54624

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-011613-864

FIRST CITY TRUST COMPANY, corps politique dûment constitué, ayant un bureau au 1125, boulevard de Maisonneuve Ouest en les ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre LES DÉVELOPPEMENTS PIN BLANC LTÉE, corps politique dûment constitué, ayant un bureau au 34L, boulevard Cartier en la ville de Laval, district de Montréal, & AUTRES, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

Les immeubles de Les Développements Pin Blanc Ltée:

« Un emplacement situé sur le boulevard Cartier, au coin de la rue Lisieux, ville de Laval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro dix du lot original deux cent quatre-vingt-quatre (284-10) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Martin, division d'enregistrement de Laval, avec les édifices qui y sont érigés. »
(34L, boulevard Cartier, Laval).

La mise à prix est fixée à 398 075,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, Laval, QC, le DIXIÈME jour de MARS 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 28 janvier 1988 54623

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001844-872
S. 200-18-000007-888

LA CAISSE POPULAIRE DE ST-FRANÇOIS D'ASSISE DE QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 1310, 1^{re} Avenue en les cité et district de Québec, demanderesse, contre LE CLUB SOCIAL DES MOOSE DE QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 686, 1^{re} Avenue en les cité et district de Québec, et 2312-4993 QUÉBEC INC. corporation légalement constituée, ayant un bureau au 686, 1^{re} Avenue en les cité et district de Québec, et JEAN-EUDES BOUDREAU, domicilié et résidant au 2430, Châteauneuf, Beauport, district de Québec, et GUY LEFEBVRE, domicilié et résidant au 459, 47^e Rue Ouest, Charlesbourg, district de Québec, et GÉRALD MARTIN, domicilié et résidant au 1369, des Érables, Saint-Rédempteur, défendeurs conjoints et solidaires.

« Un emplacement ou terrain situé en la ville de Québec, connu et désigné comme étant formé des lots suivants, savoir:

1. La subdivision numéro quatre cent-huit du lot originaire numéro cinq cent neuf (509-408) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord division d'enregistrement de Québec; et

2. La subdivision numéro quatre cent neuf du lot originaire numéro cinq cent neuf (509-409) du cadastre et de la division d'enregistrement susdits.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec la maison à logements dessus érigée, circonstances et dépendances et portant les numéros d'immeuble, 686 et 694, 1^{re} Avenue, Québec.

Sujet, ledit immeuble, à toutes les servitudes actives et passives pouvant l'affecter et spécialement un droit de mitoyenneté dans le mur chevauchant les lots 509-407 et 408 du susdit cadastre. »

La mise à prix est fixée à quarante mille cinq cent quinze dollars (40 515,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 500, boulevard Jean-Lesage, Québec, le DIXIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 6 février 1988

54668

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-11-000305-873
S. 200-18-000133-874

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE RONALD GRENIER, débiteur, LES PLACEMENTS D. BRUNEAU LTÉE, corporation ayant son siège social au 110, rue du Boisé, Saint-Nicolas, comté de Lévis, district de Québec, G0S 2Z0, requérante, contre THORNE ERNST ET WHINNEY INC. et MONSIEUR RAYMOND MARCOUX, en leur qualité de syndics conjoints à l'actif de la faillite de Ronald

Grenier, 410, boulevard Charest Est, local 500, Québec, district de Québec, G1K 8G3, intimés.

« Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro six cent quarante-sept (647 ptie) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette, division d'enregistrement de Québec, mesurant soixante-quinze pieds (75 pi) de largeur sur des profondeurs de deux cent soixante-quinze pieds (275 pi) au nord-est et de quatre cent neuf pieds (409 pi) au sud-ouest, borné au nord par la ligne de chemin de fer, au nord-est par une partie dudit lot six cent quarante-sept (647) appartenant à Albert Crispo, au sud-est par une partie dudit lot expropriée par le ministère des Transports et au sud-ouest par une partie du lot six cent quarante-six (646) appartenant à Camilien Fiset, le tout avec les bâtiments y érigés, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à sept mille quatre cent neuf dollars et vingt-cinq cents (7 409,25 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le NEUVIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 6 février 1988

54673

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
C.S.M. 500-12-069716-771
S. 200-18-000004-884

GINETTE SAUVAGEAU, courtier d'assurances, résidant et domiciliée au 352, rue Pineault, Mont-Saint-Hilaire, J3H 3S4, district de Saint-Hyacinthe, demanderesse, contre JACQUES MATHIEU, marin, résidant et domicilié au 182, chemin du Roi, Deschambault, G0A 1S0, district de Québec, défendeur.

« Les 2/3 indivis de:

1. Cette première parcelle de terrain située dans la municipalité du village de Deschambault, comté de

Portneuf, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro vingt-six (ptie du lot 26) du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, division d'enregistrement de Portneuf, et est bornée vers le nord-est par une partie du lot 26-2, vers le sud-est par une partie du lot 26-1, vers le sud-ouest par la rue Proulx (26 Ptie), et vers le nord-ouest par l'ancien chemin (montré à l'originaire). Cette partie du lot 26 mesure trois mètres et cinq centièmes (3,05 m) vers le nord-est, vingt-cinq mètres et vingt-deux centimètres (25,22 m) vers le sud-est, une distance de trois mètres et cinquante-sept centimètres (A. 3,57 m), mesurée le long d'un arc de cercle de cent cinquante et un mètres et soixante-dix-huit centimètres de rayon (R. 151,78 m) vers le sud-ouest et vingt-six mètres et soixante-treize centimètres (26,73 m) vers le nord-ouest. Superficie 77,9 mètres carrés.

2. Cette deuxième parcelle de terrain située au même endroit, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro vingt-six (ptie du lot 26) dudit cadastre, et est bornée vers le nord-est par le lot 24, vers l'est par la route 138 (26 ptie), vers le sud-est par l'ancien chemin (montré à l'originaire), vers le sud-ouest par la rue Proulx (26 Ptie), et vers le nord-ouest par une partie du lot 26. Cette partie du lot 26 mesure quarante-cinq mètres et quarante-trois centimètres (45,43 m) vers le nord-est, vingt-trois mètres et quatre-vingt centimètres (23,80 m) vers l'est, soixante-neuf mètres et soixante centimètres (69,60 m) vers le sud-est, une distance de trente-trois mètres et soixante et onze centimètres (A. 33,71 m), mesurée le long d'un arc de cercle de cent cinquante et un mètres et soixante-dix-huit centimètres de rayon (R. 151,78 m) et vingt-neuf mètres et soixante et un centimètres (29,61 m) vers le sud-ouest et quatre-vingt-seize mètres et quinze centimètres (96,15 m) vers le nord-ouest. Superficie: 5 525,6 mètres carrés.

Cette troisième parcelle de terrain située au même endroit, connue et désignée comme étant une partie de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro vingt-six (26-2 partie) dudit cadastre, et est bornée vers l'est par la route 138 (26-2 ptie), vers le sud-est par la rue Proulx (26-2 ptie), vers le sud-ouest par une partie des lots 26-1 et 26 et vers le nord-ouest par l'ancien chemin (montré à l'originaire). Cette partie du lot 26-2 mesure vingt-deux mètres et quatre-vingt-cinq centimètres (22,85 m) vers l'est, deux mètres et treize centimètres (2,13 m) vers le sud-est, quinze mètres et quarante-deux centimètres (21,49 m) vers le sud-ouest et vingt et un mètres et quarante-neuf centimètres (21,49 m) vers le nord-ouest. Superficie de 181,1 mètres carrés.

4. Tous les droits que les propriétaires ont ou peuvent avoir dans un ancien chemin public sans désignation

cadastrale situé dans la municipalité du village de Deschambault, comté de Portneuf, borné vers le nord-ouest par une partie du lot 26 décrite à l'item 2, vers l'est par l'ancien chemin sans désignation cadastrale, vers le sud-ouest par la rue Proulx, vers le sud partie par une partie du lot 26 décrite à l'item 1 et partie par une partie du lot 26-2 décrite à l'item 3, mesurant soixante-neuf mètres et soixante centimètres (69,60 m) vers le nord-ouest, dix-huit mètres et quatre-vingt-deux centimètres (18,82 m) vers l'est, quarante-huit mètres et vingt-deux centimètres (48,22 m) vers le sud et quatorze mètres et soixante centimètres (14,60 m) dans un arc de cercle de cent cinquante et un mètres et soixante-dix-huit centimètres (151,78 m) de rayon. Superficie de 740,1 mètres carrés.

5. Tous les droits que les propriétaires ont ou acquerront éventuellement du ministère des Transports par le biais de la succession de Dame Marie-Marthe Perron, veuve de Patrick Mathieu, dans une lisière de terrain située dans la municipalité du village de Deschambault, comté de Portneuf, connue et désignée comme étant une partie de la subdivision numéro un du lot originaire numéro vingt-six (26-1 partie) du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, division d'enregistrement de Portneuf, mesurant vingt-cinq mètres et vingt-deux centimètres (25,22 m) vers le nord, douze mètres et trente-sept centimètres (12,37 m) vers le nord-est, dix-huit mètres et quatre-vingt-dix-huit centimètres (18,98 m) vers le sud-est, treize mètres et soixante et un centimètres (13,61 m) vers le sud-ouest dans un arc de cercle de 151,78 mètres de rayon et est ainsi bornée; vers le nord-est par une partie du lot 26-2 décrite à l'item 3, vers le nord par une partie du lot 26 décrite à l'item 1, vers le sud et le sud-ouest par la rue Proulx. Superficie de 253,4 mètres carrés.

Cette partie du lot 26-1 ayant fait l'objet d'une vente par le ministère des Transports à la succession de Dame Marie-Marthe Perron, veuve de M. Patrick Mathieu. Sujet à une servitude de passage, en faveur du lot 26-1, suivant acte enregistré sous le numéro 137,820, contre le lot 26-2.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 182, chemin du Roy, Deschambault, comté de Portneuf. Ainsi que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à huit mille six cent vingt-sept dollars et huit cents (8 627,08 \$), soit 25 % des 2/3 de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, 185, route Nationale, Cap-Santé, le NEUVIÈME jour de MARS 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 6 février 1988

54672

Longueuil

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 509-02-010871-874
505-18-000007-872

RACHEL VERVILLE, domiciliée et résidant au 27, place Nash, Dollard-des-Ormeaux, province de Québec, partie demanderesse, contre **GILLES BRISSON**, domicilié et résidant au 152, rue Mermoz, Candiac, province de Québec, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** du bureau d'enregistrement de La Prairie, mis en cause.

« Un emplacement sis et situé à Candiac, province de Québec, ayant front sur la rue Mermoz, connu et désigné comme étant:

a) le lot numéro soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent soixante-dix (570-74) au cadastre officiel de la paroisse de La Prairie de la Magdeleine, division d'enregistrement de La Prairie;

b) le lot numéro un de la resubdivision du lot numéro soixante-quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent soixante-dix (570-75-1) dudit cadastre officiel.

Avec maison dessus érigée portant le numéro d'immeuble 152, rue Mermoz, Candiac, district de Longueuil, province de Québec.

Avec et sujet à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant affecter ledit emplacement et notamment sujet à une servitude en faveur de Développement Urbains Candiac Inc., enregistrée à La Prairie sous le numéro 148419 et également sujet à une servitude en faveur de Bell Canada et Hydro-Québec, suivant acte enregistré à La Prairie, sous le numéro 143435 et également sujet à un droit de passage suivant acte enregistré à La Prairie sous le numéro 160821. »

La mise à prix est fixée à 16 428,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de La Prairie, 214, rue Saint-Ignace, La Prairie, QC, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL BRODEUR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 25 janvier 1988

54669

Ventes pour taxes, avis de publication

Municipalité régionale de comté de Desjardins

Avis public est, par les présentes, donné par monsieur André Roy, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Desjardins, que la liste des immeubles à être vendus pour défaut de paiement de taxes le 10 mars 1988, a été publiée au journal « Peuple-Tribune », les 12 et 26 janvier 1988, conformément aux dispositions de l'article 1027 du Code municipal.

Pintendre, le 26 janvier 1988

54670

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ ROY

Municipalité régionale de comté de L'Islet

Avis public est, par les présentes, donné par le sous-signé secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de L'Islet, que la liste et l'avis de vente pour taxes d'immeubles situés dans les municipalités de Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet, Saint-Cyrille-de-Lessard, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Roch-des-Aulnaies, Sainte-Louise, Tourville et Saint-Aubert, à être vendus, le 10 mars 1988, pour défaut de paiement des taxes, ont été publiés au journal « Le Placoteux », les lundis 18 et 25 janvier 1988.

Saint-Jean-Port-Joli, le 26 janvier 1988

54677

Le secrétaire-trésorier,
BENOÎT LÉVESQUE

Municipalité Régionale de comté Robert-Cliche

Avis public est, par les présentes, donné par le sous-signé, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté Robert-Cliche, que l'avis et la liste des immeubles à être vendus le 10 mars 1988 pour défaut de paiement de taxes ont été publiés au journal « Beauce-Média », aux éditions des 5 et 12 janvier 1988, conformément à l'article 1027 du code municipal (L.R.Q., c. C-27.1).

Beauceville, le 13 janvier 1988

54646

Le secrétaire-trésorier,
GILLES FORTIN

Municipalité régionale de comté de Témiscamingue

Avis public est, par les présentes, donné par le sous-signé, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté de Témiscamingue, que la publication de l'avis et de la liste des immeubles à être vendus, le 10 mars 1988, pour défaut de paiement de taxes, ont été publiés au journal « Le Témiscamien », aux éditions des 13 et 20 janvier 1988, conformément à l'article 1027 du Code municipal.

Ville-Marie, le 25 janvier 1988

54676

Le secrétaire-trésorier,
DENIS CLERMONT

Municipalité régionale de comté des Chutes-de-la-Chaudière

Avis est, par les présentes, donné que la liste des immeubles devant être vendus pour non paiement de taxes, sur le territoire de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière, ainsi que l'avis qui l'accompagne ont été publiés au journal « Peuple Chaudière », pour les éditions du 12 et 19 janvier 1988.

Le 25 janvier 1988

54671

Le secrétaire-trésorier,
BENOÎT CHEVALIER

Erratum**CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-JOLIETTE**

Dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 26 décembre 1987, numéro 52, page 6174, à la 6^e ligne, il aurait fallu lire « St » au lieu de « Saint ».

54647

**CITERNES EXPERTS INC.
TANK EXPERTS INC.**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant la délivrance d'un certificat de modification, paru à la *Gazette officielle du Québec*, le 1987 12 05, à la page 5860, du numéro 49, relativement à « CITERNES EXPERTS INC. », de façon à ce que l'ancienne dénomination sociale se lise: CITERNE-XPRT INC.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1362-2980

343

**CANASSURANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE INC.
CANASSURANCE LIFE INSURANCE COMPANY INC.**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant le changement de dénomination sociale, paru à la *Gazette officielle du Québec*, le 1987 12 26, à la page 6232, du numéro 52, relativement à « CANASSURANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE INC. — CANASSURANCE LIFE INSURANCE COMPANY INC. », de façon à ce que la nouvelle dénomination sociale se lise: CANASSURANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE INC. — CANASSURANCE LIFE INSURANCE COMPANY INC.

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1292-1268

343

**CENTRE LOCAL DE SERVICES
COMMUNAUTAIRES LAC ST-LOUIS**

Dans l'avis de l'émission de lettres patentes publié à la *Gazette officielle du Québec* le 23 janvier 1988 à la page 273, à la quatrième ligne de l'avis il faut lire « lettres patentes » au lieu de « lettres patentes supplémentaires ».







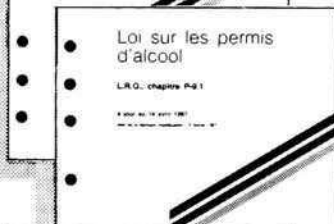
LES LOIS ET RÈGLEMENTS

ça m'intéresse!



Loi sur l'assurance automobile

LRQ, chapitre A-25
à jour au 21 juillet 1987
EQQ 24065-5
6.90 \$



Loi sur les permis d'alcool

LRQ, chapitre P-1
à jour au 14 avril 1987
EQQ 23806-3
5.95 \$



Règlements adoptés en vertu de la loi sur l'assurance automobile

r.1 à r.13
à jour au 6 octobre 1987
EQQ 23479-2
10.25 \$

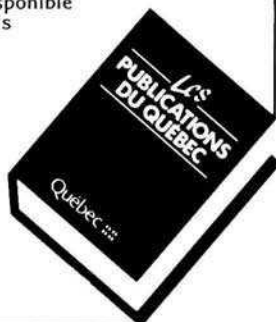
Aussi disponible en anglais

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
par commande postale et
chez votre librairie habituel.

Les Publications du Québec
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Vente et information:
(418) 643-5150
(Sans frais) 1-800-463-2100

Québec



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7



ISSN 0703-5756
